PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

2012

Communauté métropolitaine
de Montréal

Crédits photos :
© Louis-Étienne Doré (p. 20 et 57)
© Shutterstock
© Rad Gagnon – Cercle Carré (p. 14)

ISBN 978-2-923013-82-4

Dépôt légal : novembre 2011
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

TABLE DES MATIÈRES

Membres du conseil 4

Membres du comité exécutif 6

Organigramme 7

La Communauté métropolitaine de Montréal en chiffres 8

Mot du président 10

Mot du directeur général 11

Faits saillants des prévisions budgétaires 2012 13

Principales activités prévues en 2012 17

Prévisions budgétaires 2012 25

Répartition des quotes-parts provisoires 2012 29

Bilan économique métropolitain de 2011 43

MEMBRES DU CONSEIL

PRÉSIDENT

M. Gérald Tremblay
Maire de la Ville de Montréal

VICE-PRÉSIDENT

M. Gilles Vaillancourt
Maire de la Ville de Laval

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

M. Richard Bélanger
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

M. Michel Bissonnet
Membre du comité exécutif de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Saint-Léonard

M. Alan DeSousa
Vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

M. Christian G. Dubois
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. Alvaro Farinacci
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. Sammy Forcillo
Membre du conseil de la Ville de Montréal

Mme Helen Fotopulos
Membre du comité exécutif de la Ville de Montréal

M. Pierre Gagnier
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

M. Jean-Marc Gibeau
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. Bill McMurchie
Maire de la Ville de Pointe-Claire

M. Luis Miranda
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement d'Anjou

M. Peter F. Trent
Maire de la Ville de Westmount

M. Frank Venneri
Membre du conseil de la Ville de Montréal

LAVAL

M. Basile Angelopoulos
Vice-président du comité exécutif de la Ville de Laval

M. Jean-Jacques Beldié
Membre du conseil de la Ville de Laval

AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

Mme Caroline St-Hilaire
Mairesse de la Ville de Longueuil

M. Philippe Brunet
Maire de la Ville de Saint-Lambert

M. Paul Leduc
Maire de la Ville de Brossard

COURONNE NORD

M. Pierre Charron
Maire de la Ville de Saint-Eustache

Mme Chantal Deschamps
Mairesse de la Ville de Repentigny

M. Paul Larocque
Maire de la Ville de Bois-des-Filion

M. Jean-Marc Robitaille
Maire de la Ville de Terrebonne

COURONNE SUD

Mme Suzanne Dansereau
Mairesse de la Ville de Contrecœur

M. Michel Gilbert
Maire de la Ville de Mont-Saint-Hilaire

M. Jacques Lambert
Maire de la Ville de Mercier

M. Guy Pilon
Maire de la Ville de Vaudreuil-Dorion

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

PRÉSIDENT

M. Gérald Tremblay
Maire de la Ville de Montréal

VICE-PRÉSIDENTE

Mme Caroline St-Hilaire
Mairesse de la Ville de Longueuil

MEMBRES

M. Alan DeSousa
Vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

M. Sammy Forcillo
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. Michel Gilbert
Maire de la Ville de Mont-Saint-Hilaire

M. Luis Miranda
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement d'Anjou

M. Jean-Marc Robitaille
Maire de la Ville de Terrebonne

M. Gilles Vaillancourt
Maire de la Ville de Laval

ORGANIGRAMME

LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL EN CHIFFRES

1	Communauté depuis le 1er janvier 2001
2	Agglomérations (Montréal et Longueuil) ayant des compétences de MRC
12	Municipalités régionales de comté dont 2 sont des villes avec compétences de MRC (Laval et Mirabel)
82	Municipalités locales
1	(Sur 82) ville (Montréal) de plus de 1,6 million d'habitants en 2011
2	(Sur 82) villes (Laval et Longueuil) qui comptent entre 200 000 et 400 000 habitants en 2011
35	(Sur 82) municipalités qui comptent entre 15 000 et 150 000 habitants en 2011
44	(Sur 82) municipalités qui comptent moins de 15 000 habitants en 2011
5	Régions administratives dont trois partiellement comprises (Laurentides, Lanaudière, Montérégie)
7	Conférences régionales des élus dont quatre partiellement comprises (Laurentides, Lanaudière et deux dans la Montérégie).
4 360	Km^2 de superficie totale dont 525 km^2 de surfaces aquatiques et 2 218 km^2 de terres agricoles protégées, soit 58 % du territoire
3,7 millions	D'habitants en 2011 soit près de 50 % de la population du Québec
960	Habitants au km^2 en 2011
1,55 million	De logements privés en 2006 dont 46,9 % sont en mode locatif
2,3	Personnes par ménage en 2006
21,2 %	Des habitants sont des immigrants en 2006 dont près d'un quart est arrivé entre 2001 et 2006
75	Langues parlées dont les plus parlées sont le français, majoritairement et l'anglais
19,4 %	Des habitants parlent au moins deux langues à la maison en 2006
120	Communautés culturelles
26,5 %	Des habitants âgés de 25 à 64 ans détiennent au moins un baccalauréat universitaire
159 milliards	$CA de PIB aux prix du marché, soit 41 000 $CA par habitant en 2010
1,95 million	D'emplois en 2009 soit 49 % des emplois du Québec
200 000	Emplois dans la nouvelle économie en 2010
7 millions	De touristes en 2008
80 millions	De consommateurs dans un rayon de 1000 km
22 %	Des travailleurs utilisent le transport en commun pour se rendre au travail en 2006
1	Aéroport international avec un trafic de 13 millions de voyageurs en 2010
1	Port avec un trafic de 25 millions de tonnes de marchandises en 2010 dont 46 % par conteneurs
5	Universités, trois francophones et deux anglophones ainsi que sept écoles affiliées et instituts de recherche comptant 171 000 étudiants en 2007
66	Cégeps et collèges publics et privés
201	Centres de recherche
60	Consulats et délégations étrangères

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, ministère des Transports du Québec, Tourisme Montréal, Aéroports de Montréal, Port de Montréal, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Conference Board du Canada, Montréal International.

L'Assomption
Saint-Sulpice
Contrecoeur
Sainte-Anne-des-Plaines
Mascouche
Repentigny
Verchères
Calixa-Lavallée
Charlemagne
Terrebonne
Blainville
Bois-des-Filion
Lorraine
Varennes
Saint-Amable
Mirabel
Sainte-Thérèse
Rosemère
Boisbriand
Laval
Montréal-Est
Saint-Mathieu-de-Beloeil
Sainte-Julie
Saint-Eustache
Boucherville
Beloeil
Mont-Saint-Hilaire
McMasterville
Saint-Joseph-du-Lac
Deux-Montagnes
Sainte-Marthe-sur-le-Lac
Montréal
Saint-Bruno-de-Montarville
Otterburn Park
Saint-Basile-le-Grand
Saint-Jean-Baptiste
Longueuil
Mont-Royal
Oka
Pointe-Calumet
Dollard-des-Ormeaux
Westmount
Saint-Lambert
Saint-Mathias-sur-Richelieu
Hampstead
Côte-Saint-Luc
Pointe-Claire
Dorval
Montréal-Ouest
Hudson
Senneville
Kirkland
L'Île-Cadieux
Sainte-Anne-de-Bellevue
Brossard
Vaudreuil-sur-le-Lac
Baie-d'Urfé
Beaconsfield
L'Île-Dorval
Carignan
Chambly
Saint-Lazare
Terrasse-Vaudreuil
L'Île-Perrot
Sainte-Catherine
La Prairie
Richelieu
Vaudreuil-Dorion
Pincourt
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot
Candiac
Delson
Châteauguay
Saint-Constant
Saint-Philippe
Léry
Les Cèdres
Pointe-des-Cascades
Mercier
Saint-Isidore
Saint-Mathieu
Beauharnois

MOT DU PRÉSIDENT

J'ai le plaisir de présenter les prévisions budgétaires 2012 de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Cet exercice budgétaire marquera une année charnière dans la jeune histoire de la Communauté. C'est en effet au cours de l'année 2012 que s'amorcera la mise en œuvre du *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* (PMAD) qui sera soumis pour adoption par le conseil en décembre 2011.

Le PMAD vise à doter le Grand Montréal de milieux de vie durables, de réseaux et d'équipements de transport performants et structurants ainsi que d'un environnement protégé et mis en valeur.

La mobilisation sans précédent à laquelle le projet de PMAD a donné lieu oblige la Communauté à tout mettre en œuvre pour que cette vision ambitieuse se concrétise le plus rapidement possible.

Avec l'adoption du PMAD, la Communauté aura investi l'ensemble des compétences obligatoires que le législateur lui a confiées en 2001. Le Grand Montréal dispose donc désormais de tous les outils qui lui permettent d'intervenir dans les grands champs d'action métropolitains que sont l'aménagement du territoire, le développement économique, le transport, l'environnement, le logement social et les équipements à caractère métropolitain.

Outre la mise en œuvre du PMAD, la prochaine année sera l'occasion de compléter les travaux de la stratégie d'innovation et de la stratégie d'attraction des talents étrangers ; l'innovation et le talent demeurent, avec la formation, des ingrédients structurants essentiels à l'accélération de notre productivité et de notre richesse collective.

En matière d'environnement, l'année 2012 permettra d'amorcer la révision du *Plan de gestion des matières résiduelles*, dont un des principaux objectifs est d'augmenter la quantité de matières résiduelles qui est récupérée et recyclée afin de minimiser le recours à l'enfouissement.

L'année qui s'achève témoigne encore une fois de la collaboration entre les différents secteurs de la Communauté. Après 10 années de collaboration métropolitaine, la confiance renforcée entre les secteurs de la Communauté, qui a notamment permis l'adoption du PMAD, indique que nous nous donnons davantage les moyens de nos ambitions.

La Communauté métropolitaine de Montréal demeure un forum politique qui nous permet d'échanger et de trouver des solutions novatrices aux défis actuels et futurs que nous devons et devront relever. Si les débats y sont parfois passionnés, les décisions que nous y prenons sont une preuve de la coopération métropolitaine qui nous permet d'affronter efficacement et durablement les défis auxquels les régions d'aujourd'hui sont confrontées.

Le président,

Gérald Tremblay

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Avec le budget 2012, la Communauté métropolitaine de Montréal se donne les moyens de mettre en œuvre une approche intégrée du développement et de l'aménagement du Grand Montréal qui tient compte aussi bien de l'aménagement du territoire, du développement économique, du transport, de l'environnement, du logement social que des équipements à caractère métropolitain.

Du côté de l'aménagement, la mise en œuvre du premier plan métropolitain d'aménagement et de développement se fera par le biais d'un plan d'action métropolitain quinquennal qui précisera, pour chaque orientation et objectif fixé, les chantiers proposés, les projets prioritaires et l'échéancier retenu. Une série d'études seront requises pour mieux caractériser le territoire métropolitain, mieux définir les potentiels de développement et de redéveloppement urbain et mieux articuler les divers chantiers et les projets définis dans le plan d'action du PMAD.

Au chapitre du développement économique, l'année 2012 sera l'occasion de voir se concrétiser différents projets élaborés en 2011, notamment la mise en ligne d'un tableau de bord. Deux nouvelles grappes métropolitaines, Finance Montréal et la grappe métropolitaine de la logistique et du transport, devraient par ailleurs compléter leur planification stratégique et constituer leur secrétariat de grappe. Montréal International demeurera, par ailleurs, le porteur de la stratégie de promotion internationale du Grand Montréal.

En transport, la mise en œuvre et le suivi du PMAD mobiliseront l'attention, notamment en ce qui a trait à la planification du transport terrestre et à son intégration avec l'aménagement. Nous avons également bon espoir de pouvoir nous donner, d'ici la fin de l'année, une stratégie métropolitaine de financement des infrastructures de transport.

Dans le domaine de l'environnement, soulignons notamment que le *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles* (PMGMR) sera révisé et qu'un bilan bisannuel de la gestion des matières résiduelles sera dressé à partir des données 2010 fournies par les municipalités du territoire. Surtout, la mise en œuvre du PMAD, dont un chapitre entier porte sur l'environnement, entraînera la mise en place de plusieurs chantiers et initiatives qui occuperont la Communauté pour les années à venir.

Pour ce qui est du logement social, la Communauté poursuivra les travaux prévus au *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable, 2009-2013*, et la commission du logement social complétera les travaux de documentation des différentes mesures que peuvent adopter les municipalités pour soutenir la réalisation de projets AccèsLogis. Des initiatives seront également lancées dans la foulée de l'adoption du PMAD et des dispositions prévues au sujet de la mixité sociale et des pratiques d'inclusion du logement social et communautaire.

En 2012, la Communauté continuera d'offrir, avec son Observatoire métropolitain, un outil interactif très prisé des internautes et de tous ceux et celles qui s'intéressent à la région métropolitaine et à son évolution. Amorcés en 2010, les midis-conférences de l'Observatoire Grand Montréal se poursuivront en 2012.

Une nouvelle orthophotographie du territoire sera par ailleurs finalisée et livrée aux municipalités en 2012.

Bref, et comme vous pouvez le constater, l'année 2012 sera une autre année très chargée pour la Communauté, qui gardera le cap sur un Grand Montréal compétitif, attractif, solidaire et responsable.

Le directeur général

Massimo Iezzoni

FAITS SAILLANTS DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES **2012**

FAITS SAILLANTS DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2012

Les prévisions budgétaires de la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'année 2012, telles qu'adoptées par le conseil lors de sa séance extraordinaire du 10 novembre 2011, s'élèvent à 96 418 483 $. Il s'agit d'une diminution de 3,9 M$ comparativement au budget de l'exercice financier 2011.

Une somme de 80,6 M$ est réservée aux interventions de développement et au service de la dette pour le logement social. Plus de 83,5 % du budget de la Communauté est donc destiné aux municipalités, aux organismes intervenant en matière d'habitation, de développement économique, d'environnement ainsi qu'aux équipements à caractère métropolitain. Ces sommes sont par la suite directement utilisées pour améliorer la qualité de vie des citoyens.

La contribution des municipalités de la Communauté est de 66,2 M$, soit un montant identique à 2011.

Les principales variations entre les budgets 2012 et 2011 sont détaillées ci-dessous.

Principales variations entre le budget 2012 et le budget 2011	Impact sur les quotes-parts
	($)
Contribution au logement social (HLM, PSL, CHJM)	(1 464 000)
Dépenses des activités	597 295
Remboursement de la dette à long terme	405 000
Affectation de surplus	461 705
Impact total sur les quotes-parts	**0**

CONTRIBUTION AU LOGEMENT SOCIAL ET ABORDABLE

Le financement du logement social représente près de 43 % du budget de la Communauté. Les remboursements pour l'ensemble des programmes auxquels la Communauté participe totaliseront 41,8 M$ en 2012, soit 15,5 M$ pour les programmes d'Habitations à loyer modique et de Supplément au loyer (HLM, PSL), 2,26 M$ pour la Corporation d'habitation Jeanne-Mance (CHJM) et 24 M$ pour les programmes AccèsLogis et Logement abordable Québec.

PROGRAMMES D'HABITATIONS À LOYER MODIQUE (HLM) ET DE SUPPLÉMENT AU LOYER (PSL)

La Communauté assure le remboursement de la portion municipale du déficit d'exploitation d'environ 27 000 unités de HLM et de 9 300 unités bénéficiant du PSL. En 2012, le nombre d'unités HLM demeurera identique tandis que le nombre d'unités bénéficiant du PSL fluctuera légèrement.

Rappelons que la Société d'habitation du Québec (SHQ) a adopté, en juillet 2009, une *Politique de capitalisation des améliorations majeures* qui a eu un impact sur le déficit du programme HLM en 2008, 2009, 2010 et 2011. Le budget des HLM et du PSL avait été ajusté en partie en 2011 pour tenir compte de cette politique. Un autre ajustement est intégré au budget 2012.

En conséquence, le budget consacré aux programmes HLM et PSL sera de 15,5 M$ en 2012 comparativement à 17,3 M$ en 2011, ce qui représente une diminution de 1,76 M$.

CORPORATION D'HABITATION JEANNE-MANCE

La contribution de la Communauté au déficit d'exploitation de la Corporation d'habitation Jeanne-Mance est estimée à 2,26 M$ en 2012, comparativement à un montant de 1,97 M$ en 2011, soit une augmentation de 290 000 $.

PROGRAMMES ACCÈSLOGIS ET LOGEMENT ABORDABLE QUÉBEC

Pour l'année 2012, les remboursements de la contribution des municipalités qui participent aux programmes AccèsLogis et Logement abordable Québec sont estimés à 24 M$, ce qui représente l'équivalent d'environ 1 300 unités.

Ce montant sera financé en partie par les quotes-parts des municipalités, soit 18,6 M$ et, éventuellement, en recourant aux sommes versées dans le Fonds du logement social ou au *Règlement numéro 2005-31 décrétant un emprunt de 51 000 000 $ aux fins du remboursement par la Communauté de la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec* adopté le 16 juin 2005.

SYNTHÈSE DU FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

Le tableau ci-dessous détaille le financement des remboursements qui devront être versés aux municipalités et aux offices municipaux d'habitation (OMH), au cours de l'année 2012, dans le cadre des programmes d'Habitations à loyer modique (HLM), de Supplément au loyer (PSL) et AccèsLogis et logement abordable Québec.

Tableau – Synthèse des dépenses et des revenus en logement social pour l'année 2012

	Dépenses	Quotes-parts	Financement ou Fonds du logement social
	$ (a)	$ (b)	$ (a-b)
Programme d'Habitations à loyer modique Programme de Supplément au loyer	15 525 000	15 525 000	–
Corporation d'habitation Jeanne-Mance	2 266 000	2 266 000	–
Sous-total	**17 791 000**	**17 791 000**	–
AccèsLogis et Logement abordable Québec	24 000 000	18 625 000	5 375 000
Total	**41 791 000**	**36 416 000**	**5 375 000**

DÉPENSES DES ACTIVITÉS

Le budget 2012 propose une hausse des dépenses des services de 597 295 $ par rapport au budget 2011. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des frais de financement, les coûts de système, la hausse de la TVQ de 1 % et l'ajustement de la masse salariale ainsi que des avantages sociaux.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Le service de la dette s'établira à 46 253 000 $ en 2012, soit une augmentation de 5,95 M$ par rapport à l'année 2011. En conséquence, le remboursement de capital budgété en 2012 sera de 2,5 M$, soit une augmentation de 405 000 $.

Le financement obtenu par l'entremise de cette dette à long terme a permis d'assurer une partie des remboursements de la Communauté pour la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec.

VARIATION DES REVENUS

Le tableau ci-dessous présente les variations des sources de revenus de la Communauté pour l'année 2012.

Sources de financement	2012	2011	Variation
	$	$	$
Quotes-parts des municipalités	66 193 350	66 193 350	0
Transferts conditionnels	16 600 000	16 600 000	0
Autres revenus (surplus et revenus de placement)	8 250 133	8 961 838	(711 705)
Financement à long terme	5 375 000	8 515 000	(3 140 000)
Total	**96 418 483**	**100 270 188**	**(3 851 705)**

La contribution des municipalités ne connaît aucune variation en 2012. Elle atteint, comme en 2011, la somme de 66,2 M$.

Les transferts conditionnels attendus pour 2012 totalisent 16,6 M$, soit une subvention annuelle de 13,3 M$ du gouvernement du Québec pour les équipements à caractère métropolitain, qui viendra à échéance en même temps que le Partenariat fiscal et financier, à la fin de 2013, et une somme de 3,3 M$ versée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, en compensation des coûts encourus dans l'application de l'Entente relative à l'assainissement de l'air signée en 1981, renouvelée et reconduite en 2012. Le montant total des transferts conditionnels de 2012 est identique à celui de 2011.

Les autres revenus diminuent de 711 705 M$. Cette diminution s'explique par une baisse de 250 000 $ des revenus dégagés par le projet d'orthophotographie et une diminution de 461 705 $ de l'affectation du surplus pour 2012 par rapport à celle de 2011.

Le financement à long terme des activités financières varie de 3,1 M$. Selon les dernières estimations, la Communauté devrait financer, par un service de dette, ou, éventuellement, en recourant aux sommes versées dans le Fonds du logement social, un montant de 5,4 M$ en 2012 pour assurer les remboursements aux municipalités qui participent aux projets AccèsLogis et Logement abordable Québec.

PRINCIPALES ACTIVITÉS PRÉVUES EN **2012**

PRINCIPALES ACTIVITÉS PRÉVUES EN 2012

La Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement qui exerce des compétences stratégiques à l'échelle du Grand Montréal. Ses principaux champs d'intervention sont le développement économique, l'aménagement du territoire, le transport, l'environnement, le logement social et les équipements à caractère métropolitain.

MISSION

Planifier, coordonner et financer les compétences stratégiques qui façonnent le territoire et le développement de la région.

VISION

Mettre le cap sur le monde et bâtir une communauté compétitive, attractive, solidaire et responsable.

OBJECTIF

Rejoindre le peloton de tête des régions nord-américaines en développant des projets rassembleurs qui suscitent l'adhésion des élus, des citoyens et de la société civile.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'année 2011 fut marquée par la mise en œuvre des premiers éléments du *Plan de développement économique 2010-2015* (PDE). Notamment, deux mandats furent confiés à la commission du développement économique, des équipements métropolitains et des finances de la Communauté, soit l'élaboration d'un *Plan directeur de l'investissement direct étranger du Grand Montréal 2011-2015* et d'un *Plan directeur de l'attraction et de la rétention de talents stratégiques*. En parallèle, le premier colloque sur l'économie métropolitaine fut organisé en mai 2011, permettant aux intervenants métropolitains en développement économique de discuter des enjeux du développement métropolitain en vue de doter la région d'une série d'actions concrètes en matière d'innovation, de talents et d'attractivité de la région.

L'année 2012 verra la mise en œuvre de projets issus des deux plans directeurs et du colloque. La Communauté et ses partenaires seront ainsi invités à participer à la concrétisation des actions retenues. Un budget d'honoraires professionnels est prévu pour la réalisation de certains des projets, dont, notamment, la mise en ligne d'un tableau de bord qui permettra de faire le suivi de l'avancement des actions entreprises pour poursuivre le développement économique de la région.

Par ailleurs, la métropole continue de compter sur le dynamisme des cinq grappes métropolitaines que sont Aéro Montréal, Montréal InVivo, TechnoMontréal, le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à Montréal (BCTQ) et Écotech Québec. En 2012, ces grappes demeurent au cœur de la stratégie de développement économique en raison de leur contribution significative au système métropolitain d'innovation. La Communauté continuera donc d'accorder son appui financier aux grappes métropolitaines en 2012, année du renouvellement d'une entente triennale pour trois d'entre elles, soit Aéro Montréal, Montréal InVivo et le BCTQ. Rappelons que la contribution annuelle de la Communauté aux grappes (1,5 M$) sert de levier leur permettant d'amasser plus de 6 M$ en investissements publics et privés, en plus de sommes additionnelles importantes investies dans des projets structurants tels que Montréal Métropole Numérique de TechnoMontréal, l'initiative MACH d'Aéro Montréal et l'initiative en soins de santé personnalisés de Montréal InVivo.

En 2012, deux nouvelles grappes métropolitaines devraient compléter leur planification stratégique. Finance Montréal et la grappe métropolitaine de la logistique et du transport de Montréal devraient donc déposer leurs plans d'affaires initiaux à la Communauté dans le but de constituer leur secrétariat de grappe. Ces deux nouvelles organisations s'ajouteront ainsi au réseau métropolitain de grappes, qui, en 2012, se dotera d'une nouvelle image de marque, à travers la mise en ligne du site Internet « Grappes Montréal, Cap sur l'innovation ».

Montréal International demeurera le porteur de la stratégie de promotion internationale du Grand Montréal. Cet organisme continuera en effet d'exercer, pour le compte de la Communauté, la compétence qu'elle possède de faire la promotion de son territoire sur le plan international. Pour l'année 2012, la Communauté contribuera à son financement à hauteur de 3,2 M$.

AMÉNAGEMENT MÉTROPOLITAIN

La Communauté prévoit 1,4 M$ aux prévisions budgétaires 2012 pour ses compétences en aménagement du territoire.

Le 28 avril 2011, le conseil de la Communauté a adopté un projet de *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* (PMAD). Cette adoption a eu pour effet d'enclencher une période de consultation auprès des municipalités régionales de comté (MRC), des agglomérations, du gouvernement et de l'ensemble de la population ou des organisations. Conformément à la loi, un règlement édictant le plan métropolitain doit être adopté au plus tard le 31 décembre 2011 et transmis au gouvernement du Québec pour approbation.

Lorsque le plan sera adopté et mis en vigueur, la mise en œuvre se fera par le biais d'un plan d'action métropolitain quinquennal. Celui-ci précisera, pour chaque orientation et chaque objectif fixé, les moyens retenus, les chantiers proposés, les projets prioritaires et l'échéancier suggéré.

En 2012, il est prévu d'amorcer ou de compléter diverses études portant, notamment, sur les potentiels de développement urbain des corridors du réseau de transport en commun structurant ainsi que des quartiers de type TOD (*Transit-Oriented Development*) identifiés au projet de PMAD.

Les mesures visant à atténuer les contraintes sur le développement des terrains industriels ainsi que la possibilité de mettre en place une stratégie pour leur mise en valeur feront l'objet de recherches plus approfondies. De plus, une validation des friches agricoles et de leur potentiel de mise en valeur sera complétée afin d'appuyer les MRC, les agglomérations et les municipalités dans le développement de leur territoire agricole. Ces travaux seront réalisés en parallèle avec la démarche en cours pour la mise sur pied d'une éventuelle grappe bioalimentaire.

Par ailleurs, les travaux en cours relatifs à l'embellissement du corridor de transport Dorval/centre-ville ainsi que la participation de la Communauté aux Ateliers Internationaux de maîtrise d'œuvre urbaine, sur la présentation et la mise en scène du « Paysage de la Métropole », qui se tiendra en France en 2012, contribueront à la définition de critères d'aménagement en vue de la mise en valeur des paysages aux diverses entrées des villes de la Communauté. Ces critères pourront ensuite être repris par les municipalités, les MRC et les agglomérations dans leurs démarches de planification respectives.

L'ensemble de ces études et de ces démarches sera réalisé dans le cadre d'une participation étroite des partenaires municipaux, régionaux et gouvernementaux.

TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

Dans les prévisions budgétaires 2012, la Communauté prévoit 935 900 $ pour ses compétences en transport métropolitain.

Plusieurs des activités prévues en 2012 visent la mise en œuvre et le suivi du projet de *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* (PMAD) en ce qui a trait à la planification du transport terrestre et à la planification intégrée de l'aménagement et du transport.

Une série d'études techniques sera requise pour guider l'élaboration d'une stratégie métropolitaine de financement des infrastructures de transport (routier et de transport en commun).

Par ailleurs, le projet de PMAD a soulevé l'importance d'améliorer la connaissance des mouvements de marchandises, par mode, particulièrement en ce qui concerne les flux intramétropolitains. La Communauté évaluera ainsi le potentiel de développement d'outils de modélisation des déplacements routiers des marchandises sur son territoire.

PLAN MÉTROPOLITAIN DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Après avoir réalisé une étude sur l'acceptabilité sociale des installations de traitement des matières résiduelles, la Communauté a procédé, en 2011, à l'analyse des marchés agricoles et horticoles dans le but d'écouler le compost qui sera produit par les installations de biométhanisation et de compostage en voie d'implantation sur le territoire.

Au début de 2012, la Communauté devrait amorcer le processus de révision du *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles* après avoir réalisé une étude préparatoire destinée à mettre à jour certaines données jugées utiles à la réalisation de ce processus.

En collaboration avec les administrations municipales, la Communauté procédera également à l'élaboration de nouvelles mesures qui permettront d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement du Québec. Les données 2010 fournies par les municipalités permettront de dresser le bilan bisannuel de la gestion des matières résiduelles, qui sera diffusé par le *Tableau de bord du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles.*

ASSAINISSEMENT DES EAUX

L'entrée en vigueur de l'ensemble des normes du *Règlement (2008-47) sur l'assainissement des eaux* est prévue pour le 1er janvier 2012. Divers documents d'information et un outil informatisé seront conçus dans le but d'appuyer les municipalités responsables de son application.

Au cours de la période transitoire, les établissements industriels visés devaient réaliser une caractérisation de leurs eaux usées en vue de se préparer aux nouvelles normes. Un premier rapport de l'état de la situation à la suite de cette caractérisation, produit fin 2011, inspirera la conception des mécanismes de suivi de l'application du règlement. En collaboration avec les municipalités, et dans le respect des principes de délégation de l'application, la Communauté entreprendra le développement d'indicateurs lui permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs métropolitains de réduction des contaminants et de partage équitable des efforts consentis par les municipalités délégataires. Ces indicateurs alimenteront un tableau de bord portant sur l'état de la situation afin d'informer les élus, les municipalités, la population ainsi que les partenaires.

ASSAINISSEMENT DE L'ATMOSPHÈRE

Pour l'exercice de sa compétence en matière d'assainissement de l'atmosphère, la Communauté reçoit une subvention annuelle de 3,3 M$ du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Rappelons que la Communauté exerce sa compétence par le biais d'un règlement régissant les émissions atmosphériques sur le territoire de l'agglomération de Montréal. La Ville de Montréal applique ce règlement sur l'ensemble de l'île. Pour le reste du territoire québécois, cette compétence est exercée par le gouvernement du Québec.

DES ESPACES BLEUS ET VERTS

Un bilan illustrant les nombreuses réalisations du *Plan d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu*, appelé le Fonds bleu, a été publié en 2011. En collaboration avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, la Communauté appuie financièrement les municipalités qui souhaitent aménager des accès aux cours d'eau et aux rives. Trois phases ont déjà été réalisées, ce qui a exigé un suivi serré des projets en cours de réalisation. Le *Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés (Fonds vert)* appuie, quant à lui, les municipalités ou leurs mandataires dans l'acquisition d'espaces boisés à des fins de protection. Enfin, depuis l'été 2011, la Communauté participe activement à une étude portant sur la mise en valeur des Montérégiennes en collaboration avec plusieurs partenaires, dont la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est. Cet exercice devrait être complété au cours de l'année 2012.

Le projet de *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* comporte un important chapitre sur la protection et la mise en valeur des milieux naturels, du paysage et du patrimoine. La mise en valeur des milieux naturels passerait par la mise en œuvre d'un concept récréotouristique lié aux richesses de l'archipel et des espaces verts actuels et projetés. La Communauté entend ainsi contribuer aux objectifs gouvernementaux de conservation. De nombreux espaces bleus et verts, répartis sur l'ensemble du territoire, accessibles par transport en commun et par le réseau cyclable, favoriseront les activités non émettrices de gaz à effet de serre. La Communauté fait le pari que les citoyens ayant accès à de tels espaces en deviendront les meilleurs gardiens, assurant ainsi une protection optimale des milieux naturels du Grand Montréal.

LOGEMENT SOCIAL

Par rapport à 2011, on observe une réduction des sommes consacrées au programme AccèsLogis Québec. Alors qu'au cours des dernières années la programmation pour l'ensemble du Québec était de 3 000 unités, dans son plus récent budget, le gouvernement du Québec l'a réduite à 2 000 unités. Rappelons que cette réduction va à l'encontre des demandes de la Communauté, qui souhaite une accélération du rythme de réalisation à au moins 2 000 unités par année pour le Grand Montréal. Ces demandes apparaissent dans son *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable, 2009-2013* ainsi que dans le rapport de consultation de la commission du logement social intitulé *Solutions pour faciliter la réalisation de projets AccèsLogis sur le territoire du Grand Montréal* et entériné par le comité exécutif le 21 mai 2009.

En 2012, la commission du logement social complètera les travaux de documentation des différentes mesures que peuvent adopter les municipalités pour soutenir la réalisation de projets AccèsLogis et des initiatives inspirantes en matière de soutien communautaire destinées aux gens résidant en HLM, en coopératives d'habitation ou dans des logements gérés par un organisme à but non lucratif (OBNL) ou bénéficiant du PSL. Ces travaux s'inscrivent dans la mise en œuvre du *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable, 2009-2013*. Par ailleurs, des activités seront entreprises dans le cadre du PMAD au sujet notamment de la mixité sociale et des pratiques d'inclusion du logement social et communautaire.

ÉQUIPEMENTS À CARACTÈRE MÉTROPOLITAIN

Le budget de la Communauté prévoit une somme de 25,5 M$ pour assurer le financement du déficit d'exploitation des équipements à caractère métropolitain identifiés dans l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (Planétarium, Jardin botanique, Insectarium, Biodôme et Cosmodôme). Le budget tient compte de la subvention annuelle de 13,3 M$ du gouvernement du Québec pour les équipements à caractère métropolitain, selon l'entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier entre le gouvernement du Québec et les municipalités. Cette entente se termine à la fin de 2013.

En plus de la subvention du gouvernement du Québec, les équipements à caractère métropolitain sont financés par une contribution des municipalités plafonnée à 12,2 M$.

Depuis 2001, la Communauté a versé plus de 275 M$ pour financer les équipements à caractère métropolitain.

OBSERVATOIRE GRAND MONTRÉAL

Dans le but d'offrir de l'information factuelle sur le développement du Grand Montréal et de ses 82 municipalités, la Communauté poursuivra, en 2012, le développement et la consolidation de l'Observatoire Grand Montréal. Cette section du site Internet de la Communauté permet aux partenaires et aux citoyens de la région de consulter des données et différents documents (bulletins et cahiers de recherche, présentation de conférences) portant sur la région et ses 82 municipalités.

En 2012, l'équipe de l'Observatoire poursuivra l'intégration et la mise à jour de nouvelles données dans le module des *indicateurs métropolitains* et dans celui du *positionnement nord-américain*, qui permet de comparer l'évolution du Grand Montréal par rapport à 32 autres grandes régions métropolitaines nord-américaines. De plus, la Communauté continuera la publication du *Perspective Grand Montréal* et des *Cahiers métropolitain*s, collections ayant pour objectif de dégager les tendances du développement de la région métropolitaine de Montréal.

Amorcés en 2010, les *midis-conférences de l'Observatoire Grand Montréal* se poursuivront en 2012. Ces événements sont organisés périodiquement dans le but de susciter la réflexion et de débattre des grands enjeux de planification et d'aménagement dans le Grand Montréal. Une section de l'Observatoire regroupe les différentes présentations, en format PDF, réalisées par les conférenciers dans le cadre des midis-conférences.

Enfin, l'Observatoire continuera l'intégration de tableaux de bord de suivi de la mise en œuvre des plans de la Communauté. Après la mise en ligne des tableaux de bord du *Plan métropolitain de la gestion des matières résiduelles*, en 2008, et du *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable*, en 2010, l'Observatoire intégrera, en 2012, celui du *Plan de développement économique*. Des travaux seront également amorcés en vue de la réalisation d'un tableau de bord du *Règlement sur l'assainissement des eaux*.

GÉOMATIQUE

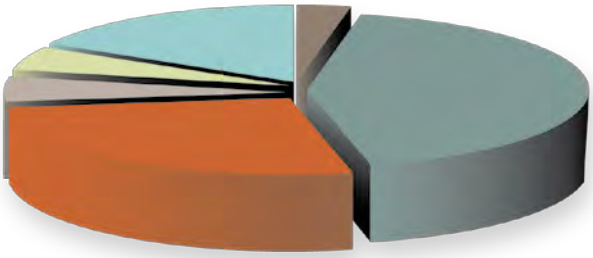
En juillet 2011, la Communauté a fait l'acquisition d'une couverture aérienne photographique métropolitaine, afin de disposer d'une information adéquate sur l'utilisation du territoire. L'orthophotographie résultant de cette couverture photographique sera finalisée et livrée aux municipalités en 2012. De plus, les efforts entrepris pour l'actualisation des principales bases de données géographiques se poursuivront, notamment en ce qui concerne la topographie, l'hydrographie, le réseau routier, les milieux naturels et la carte d'occupation du sol.

La Communauté prévoit également réaliser la délimitation et la cartographie des risques d'inondations pour les rives de la rivière des Mille-Îles et de la rivière des Prairies, après la prochaine publication de nouvelles cotes de crues par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Les municipalités seront aussi consultées en 2012 en vue de convenir des modalités techniques et du mode de financement d'un éventuel projet conjoint d'acquisition photographique, répondant aux besoins municipaux et régionaux, pour le printemps 2013.

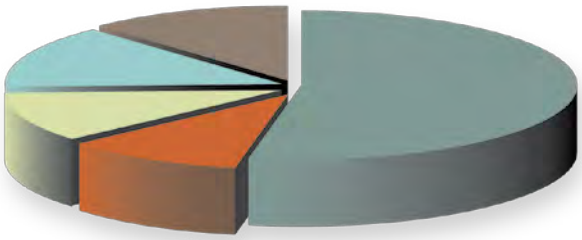
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES **2012**

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2012



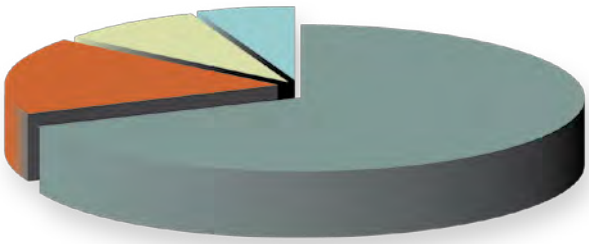
Dépenses par objet pour l'exercice 2012

Assainissement de l'atmosphère	3,3 %
Logement social	43,3 %
Équipements métropolitains	26,4 %
Promotion, prospection, concertation et Fonds de développement métropolitain	5,3 %
Service de la dette	5,1 %
Administration et services de la Communauté	16,5 %



Quotes-parts provisoires pour l'exercice 2012

Agglomération de Montréal	53,2 %
Laval	10,5 %
Agglomération de Longueuil	11,0 %
Couronne Nord	13,4 %
Couronne Sud	11,9 %



Sources de financement pour l'exercice 2012

Quotes-parts des municipalités	68,7 %
Transferts conditionnels	17,2 %
Autres revenus	8,6 %
Financement à long terme	5,6 %

SOMMAIRE

Dépenses	Budget 2012	Budget 2011	Variation
	$	$	$
Dépenses des services			
Conseil et comité exécutif	1 261 600	1 223 300	38 300
Direction générale	1 122 300	1 052 200	70 100
Développement économique métropolitain	2 689 650	2 649 350	40 300
Environnement	2 332 084	2 279 144	52 940
Aménagement et transport métropolitain	2 321 600	2 249 500	72 100
Politiques et interventions de développement	1 030 183	972 008	58 175
Secrétariat	670 800	637 500	33 300
Finances	2 053 300	2 237 020	(183 720)
Dépenses générales	2 386 566	2 430 766	(44 200)
Frais de financement	2 416 400	2 206 400	210 000
Interventions de développement			
Assainissement de l'air	3 225 000	3 225 000	0
Logement social (HLM-PSL)	17 791 000	19 255 000	(1 464 000)
Logement social (AccèsLogis-Logement abordable)	24 000 000	27 140 000	(3 140 000)
Équipements métropolitains	25 500 000	25 500 000	0
Promotion, prospection et concertation	5 000 000	5 000 000	0
Fonds de développement métropolitain	100 000	100 000	0
Total des dépenses de fonctionnement	**93 900 483**	**98 157 188**	**(4 256 705)**
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme			
Remboursement de capital	2 518 000	2 113 000	405 000
Dépenses totales	**96 418 483**	**100 270 188**	**(3 851 705)**

Revenus	Budget 2012	Budget 2011	Variation
	$	$	$
Quotes-parts des municipalités	**66 193 350**	**66 193 350**	**0**
Transferts conditionnels			
Équipements métropolitains	13 300 000	13 300 000	0
Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs	3 300 000	3 300 000	0
	16 600 000	**16 600 000**	**0**
Autres revenus			
Revenus de placement	350 000	350 000	0
Affectation de surplus	7 900 133	8 361 838	(461 705)
Services rendus	0	250 000	(250 000)
	8 250 133	**8 961 838**	**(711 705)**
Sous-total des revenus	**91 043 483**	**91 755 188**	**(711 705)**
Surplus (*déficit*) avant financement à long terme des activités financières	(5 375 000)	(8 515 000)	3 140 000
Financement à long terme des activités financières	5 375 000	8 515 000	(3 140 000)
Revenus totaux	**96 418 483**	**100 270 188**	**(3 851 705)**
Surplus (déficit) de l'exercice	**0**	**0**	**0**

RÉPARTITION DES QUOTES-PARTS PROVISOIRES **2012**

RÉPARTITION DES QUOTES-PARTS PROVISOIRES 2012

LA QUOTE-PART DES MUNICIPALITÉS

Selon le *Règlement sur l'établissement des quotes-parts et leur paiement par les municipalités faisant partie de la Communauté métropolitaine de Montréal* (2001-01) et en vertu de l'article 177 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*, les dépenses, à l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier ou de celles autrement régies, sont réparties entre les municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif.

Puisque tous les renseignements permettant d'établir les quotes-parts définitives ne sont pas disponibles lors de l'adoption du budget, des quotes-parts provisoires sont calculées à partir des données les plus récentes (2011). Les quotes-parts définitives sont calculées en fonction du potentiel fiscal, de la richesse foncière uniformisée et de la population de 2012, lorsque le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les établit et les transmet à la Communauté. Un écart entre les quotes-parts provisoires et définitives est donc inévitable.

Pour l'exercice budgétaire 2012, la quote-part de la Communauté se divise en cinq répartitions :

RÉPARTITION 1

- Répartition des dépenses générales de la Communauté calculée en fonction du potentiel fiscal respectif de chacune des municipalités, comme prévu dans l'article 177 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*.

RÉPARTITION 2 (ÉQUIPEMENTS MONTRÉAL) ET RÉPARTITION 3 (ÉQUIPEMENT LAVAL)

- Répartition relative aux équipements métropolitains prévus dans l'article 156 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*.
- Selon le règlement de la Communauté (2001-01), la municipalité hôte d'un équipement métropolitain assume 50 % du déficit de cet équipement, déduction faite de toutes les subventions de fonctionnement reçues du gouvernement du Québec par la Communauté.
- Le solde du déficit, financé par la quote-part (répartitions 2 et 3), est réparti entre les autres municipalités de la Communauté en fonction de leur potentiel fiscal respectif, soustraction faite du potentiel fiscal de la municipalité hôte.
- Cette contribution est plafonnée à 12,2 M$.
- Selon la L*oi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19), toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal ; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération.

RÉPARTITION 4 (FONDS DE DÉVELOPPEMENT MÉTROPOLITAIN)

- Répartition selon le *Règlement sur le programme de partage de la croissance de l'assiette foncière de la Communauté* (2004-24). Elle se divise en deux sections :
  - 50 % des contributions sont établies en fonction de la richesse foncière uniformisée (RFU) ;
  - 50 % des contributions sont établies en fonction de la croissance de la RFU.

RÉPARTITION 5

- Répartition relative aux cotisations corporatives calculée sur la base de la population des municipalités de la Communauté.

SOMMAIRE PAR SECTEUR

Secteurs de la CMM	Richesse foncière uniformisée 2011		Assiette de taxation non résidentielle ajustée 2011		Potentiel fiscal 2011		Population 2011 (décrets 1069-2010 / 447-2011)	
	%	$	%	$	%	$	%	Nbre
Agglomération de Montréal	55,72	225 342 058 048	67,15	23 582 541 952	56,63	248 924 600 000	51,47	1 916 864
Laval	9,91	40 085 899 578	8,18	2 873 512 189	9,77	42 959 411 767	10,72	399 400
Agglomération de Longueuil	10,27	41 535 312 937	9,22	3 237 691 410	10,19	44 773 004 347	10,82	402 953
Couronne Nord	12,66	51 210 131 883	8,84	3 104 871 749	12,36	54 315 003 632	14,52	540 935
Couronne Sud	11,44	46 252 693 759	6,61	2 322 644 462	11,05	48 575 338 221	12,47	464 344
Total	**100,00**	**404 426 096 205**	**100,00**	**35 121 261 762**	**100,00**	**439 547 357 967**	**100,00**	**3 724 496**

Secteurs de la CMM	Répartition 1		Répartition 2		Répartition 3		Répartition 4A		Répartition 4B		Cotisations corporatives	
	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Agglomération de Montréal	56,63	30 440 878	37,41	4 437 747	62,76	212 151	55,72	27 860	50,85	25 422	51,47	72 723
Laval	9,77	5 253 487	14,11	1 673 156	0,00	0	9,91	4 956	10,87	5 435	10,72	15 152
Agglomération de Longueuil	10,19	5 475 271	14,70	1 743 790	11,29	38 159	10,27	5 135	9,66	4 831	10,82	15 287
Couronne Nord	12,36	6 642 158	17,83	2 115 426	13,70	46 291	12,66	6 331	15,22	7 612	14,52	20 522
Couronne Sud	11,05	5 940 256	15,95	1 891 881	12,25	41 399	11,44	5 718	13,40	6 700	12,47	17 616
Total	**100,00**	**53 752 050**	**100,00**	**11 862 000**	**100,00**	**338 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**141 300**

Secteurs de la CMM	Quotes-parts provisoires 2012		Quotes-parts définitives 2011		Écart
	%	$	%	$	$
Agglomération de Montréal	53,20	35 216 779	53,94	35 243 324	-26 545
Laval	10,50	6 952 187	10,43	6 937 485	14 702
Agglomération de Longueuil	11,00	7 282 473	10,76	7 278 904	3 569
Couronne Nord	13,35	8 838 340	13,16	8 833 963	4 377
Couronne Sud	11,94	7 903 571	11,71	7 899 674	3 897
Total	**100,00**	**66 193 350**	**100,00**	**66 193 350**	**0**

DONNÉES 2011 DES MUNICIPALITÉS DE LA CMM

Municipalités	Richesse foncière uniformisée		Potentiel fiscal		Population 2011 (décrets 1069-2010 / 447-2011)	
	$	%	$	%	Nombre	%
Agglomération de Montréal	**225 342 058 048**	**55,72**	**248 924 600 000**	**56,63**	**1 916 864**	**51,47**
Baie-D'Urfé	1 064 837 754	0,26	1 212 608 634	0,28	3 881	0,10
Beaconsfield	3 006 086 961	0,74	3 027 625 565	0,69	19 816	0,53
Côte-Saint-Luc	3 821 773 732	0,94	3 889 425 554	0,88	32 703	0,88
Dollard-Des Ormeaux	5 202 931 425	1,29	5 400 065 747	1,23	49 902	1,34
Dorval	4 527 503 199	1,12	5 769 369 713	1,31	18 615	0,50
Hampstead	1 581 355 968	0,39	1 581 355 968	0,36	7 311	0,20
Kirkland	3 186 434 339	0,79	3 454 598 388	0,79	20 787	0,56
L'Île-Dorval	11 112 900	0,00	11 112 900	0,00	0	0,00
Montréal	183 077 401 592	45,27	202 610 521 838	46,10	1 677 012	45,03
Montréal-Est	1 022 169 934	0,25	1 383 880 884	0,31	3 876	0,10
Montréal-Ouest	816 252 687	0,20	828 416 710	0,19	5 256	0,14
Mont-Royal	4 856 266 842	1,20	5 318 884 675	1,21	19 423	0,52
Pointe-Claire	5 240 679 516	1,30	6 081 244 548	1,38	31 125	0,84
Sainte-Anne-de-Bellevue	872 630 122	0,22	990 722 904	0,23	5 335	0,14
Senneville	386 651 347	0,10	419 700 595	0,10	995	0,03
Westmount	6 667 969 730	1,65	6 945 065 377	1,58	20 827	0,56
Ville de Laval	**40 085 899 578**	**9,91**	**42 959 411 767**	**9,77**	**399 400**	**10,72**
Agglomération de Longueuil	**41 535 312 937**	**10,27**	**44 773 004 347**	**10,19**	**402 953**	**10,82**
Boucherville	6 062 007 117	1,50	6 784 769 718	1,54	41 179	1,11
Brossard	8 812 624 209	2,18	9 540 770 675	2,17	78 666	2,11
Longueuil	20 065 488 484	4,96	21 414 097 979	4,87	235 310	6,32
Saint-Bruno-de-Montarville	3 656 085 394	0,90	4 021 659 242	0,91	25 804	0,69
Saint-Lambert	2 939 107 733	0,73	3 011 706 733	0,69	21 994	0,59
Couronne Nord	**51 210 131 883**	**12,66**	**54 315 003 632**	**12,36**	**540 935**	**14,52**
Blainville	5 560 381 772	1,37	5 813 405 590	1,32	52 525	1,41
Boisbriand	2 681 914 182	0,66	2 968 637 149	0,68	26 696	0,72
Bois-des-Filion	828 571 103	0,20	876 882 552	0,20	9 540	0,26
Charlemagne	451 646 363	0,11	474 565 824	0,11	5 820	0,16
Deux-Montagnes	1 307 024 426	0,32	1 328 551 415	0,30	17 693	0,48
L'Assomption	1 631 043 656	0,40	1 706 076 105	0,39	19 366	0,52
Lorraine	1 115 947 971	0,28	1 121 842 437	0,26	9 600	0,26
Mascouche	3 656 174 783	0,90	3 847 990 340	0,88	40 063	1,08
Mirabel	4 294 420 809	1,06	4 677 101 040	1,06	40 083	1,08
Oka	517 077 689	0,13	536 138 449	0,12	5 028	0,13
Pointe-Calumet	425 207 883	0,11	432 058 527	0,10	7 055	0,19
Repentigny	7 339 968 138	1,81	7 700 720 689	1,75	81 299	2,18
Rosemère	2 149 713 357	0,53	2 374 322 852	0,54	14 288	0,38
Sainte-Anne-des-Plaines	1 012 381 789	0,25	1 088 018 634	0,25	13 700	0,37
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	1 271 487 790	0,31	1 297 687 249	0,30	14 315	0,38
Sainte-Thérèse	2 404 146 843	0,59	2 545 107 028	0,58	26 288	0,71
Saint-Eustache	3 995 385 571	0,99	4 324 779 635	0,98	43 751	1,17
Saint-Joseph-du-Lac	591 292 840	0,15	612 423 771	0,14	5 492	0,15
Saint-Sulpice	295 251 411	0,07	303 483 939	0,07	3 312	0,09
Terrebonne	9 681 093 507	2,39	10 285 210 407	2,34	105 021	2,82

Municipalités	Richesse foncière uniformisée		Potentiel fiscal		Population 2011 (décrets 1069-2010 / 447-2011)	
	$	%	$	%	Nombre	%
Couronne Sud	**46 252 693 759**	**11,44**	**48 575 338 221**	**11,05**	**464 344**	**12,47**
Beauharnois	892 927 412	0,22	940 670 533	0,21	12 227	0,33
Beloeil	1 994 046 578	0,49	2 121 910 929	0,48	20 277	0,54
Calixa-Lavallée	66 746 600	0,02	67 695 748	0,02	520	0,01
Candiac	2 436 803 820	0,60	2 563 673 643	0,58	19 113	0,51
Carignan	1 044 545 409	0,26	1 058 472 323	0,24	8 084	0,22
Chambly	2 271 485 356	0,56	2 394 252 044	0,54	24 996	0,67
Châteauguay	3 636 696 156	0,90	3 843 725 824	0,87	45 648	1,23
Contrecoeur	695 804 485	0,17	800 655 970	0,18	6 131	0,16
Delson	720 166 730	0,18	797 321 387	0,18	7 659	0,21
Hudson	935 249 983	0,23	953 199 800	0,22	4 954	0,13
L'Île-Cadieux	62 248 050	0,02	62 248 050	0,01	132	0,00
L'Île-Perrot	895 615 384	0,22	947 411 268	0,22	10 516	0,28
La Prairie	2 347 210 036	0,58	2 440 153 652	0,56	23 617	0,63
Léry	294 307 607	0,07	297 513 687	0,07	2 357	0,06
Les Cèdres	568 855 584	0,14	598 728 342	0,14	5 865	0,16
McMasterville	479 514 413	0,12	496 124 640	0,11	5 658	0,15
Mercier	984 790 841	0,24	1 013 839 051	0,23	11 430	0,31
Mont-Saint-Hilaire	2 259 428 751	0,56	2 332 827 879	0,53	17 414	0,47
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	1 098 293 076	0,27	1 114 858 438	0,25	10 564	0,28
Otterburn Park	739 812 396	0,18	744 831 144	0,17	8 543	0,23
Pincourt	1 262 807 645	0,31	1 301 887 849	0,30	13 679	0,37
Pointe-des-Cascades	99 733 656	0,02	101 401 678	0,02	1 202	0,03
Richelieu	495 138 671	0,12	521 302 516	0,12	5 491	0,15
Saint-Amable	792 078 956	0,20	810 254 374	0,18	10 337	0,28
Saint-Basile-le-Grand	1 492 658 561	0,37	1 537 406 133	0,35	16 590	0,45
Saint-Constant	2 158 737 576	0,53	2 250 329 472	0,51	24 749	0,66
Sainte-Catherine	1 397 351 789	0,35	1 467 861 394	0,33	16 764	0,45
Sainte-Julie	2 951 486 691	0,73	3 087 056 197	0,70	29 318	0,79
Saint-Isidore	267 535 381	0,07	279 156 161	0,06	2 601	0,07
Saint-Jean-Baptiste	310 264 383	0,08	326 779 814	0,07	3 139	0,08
Saint-Lazare	2 183 167 443	0,54	2 214 567 317	0,50	18 922	0,51
Saint-Mathias-sur-Richelieu	435 332 865	0,11	446 947 974	0,10	4 568	0,12
Saint-Mathieu	183 846 606	0,05	191 955 009	0,04	1 953	0,05
Saint-Mathieu-de-Beloeil	369 305 125	0,09	407 312 648	0,09	2 562	0,07
Saint-Philippe	525 474 098	0,13	535 900 574	0,12	5 604	0,15
Terrasse-Vaudreuil	169 636 508	0,04	172 148 841	0,04	1 934	0,05
Varennes	2 309 205 968	0,57	2 514 810 559	0,57	20 889	0,56
Vaudreuil-Dorion	3 679 150 859	0,91	4 050 615 848	0,92	31 461	0,84
Vaudreuil-sur-le-Lac	190 170 857	0,05	195 462 578	0,04	1 357	0,04
Verchères	555 061 454	0,14	572 066 933	0,13	5 519	0,15
CMM	**404 426 096 205**	**100,00**	**439 547 357 967**	**100,00**	**3 724 496**	**100,00**

QUOTES-PARTS PROVISOIRES

Municipalités	Quotes-parts provisoires 2012		Quotes-parts définitives 2011		Écart
	%	$	%	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**53,20**	**35 216 779**	**53,94**	**35 243 324**	**-26 545**
Baie-D'Urfé[1]	0,30	196 938	0,30	196 848	90
Beaconsfield[1]	0,74	492 097	0,79	491 862	235
Côte-Saint-Luc[1]	0,96	632 284	1,06	631 976	308
Dollard-Des Ormeaux[1]	1,33	878 262	1,39	877 831	431
Dorval[1]	1,42	936 908	1,43	936 479	429
Hampstead[1]	0,39	256 900	0,41	256 780	120
Kirkland[1]	0,85	561 344	0,92	561 078	266
L'Île-Dorval[1]	0,00	1 805	0,00	1 805	0
Montréal[1]	41,83	27 691 875	42,04	27 721 951	-30 076
Montréal-Est[1]	0,34	224 703	0,34	224 601	102
Montréal-Ouest[1]	0,20	134 656	0,21	134 592	64
Mont-Royal[1]	1,31	863 901	1,35	863 503	398
Pointe-Claire[1]	1,49	988 053	1,55	987 590	463
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	0,24	161 019	0,24	160 944	75
Senneville[1]	0,10	68 148	0,11	68 118	30
Westmount[1]	1,70	1 127 884	1,78	1 127 369	515
Laval	**10,50**	**6 952 187**	**10,43**	**6 937 485**	**14 702**
Agglomération de Longueuil	**11,00**	**7 282 473**	**10,76**	**7 278 904**	**3 569**
Boucherville	1,67	1 102 638	1,65	1 102 115	523
Brossard	2,34	1 551 863	2,24	1 551 109	754
Longueuil	5,26	3 484 792	5,16	3 483 047	1 745
Saint-Bruno-de-Montarville	0,99	653 649	0,97	653 338	311
Saint-Lambert	0,74	489 531	0,74	489 296	235
Couronne Nord	**13,35**	**8 838 340**	**13,16**	**8 833 963**	**4 377**
Blainville	1,43	945 817	1,42	945 353	464
Boisbriand	0,73	482 921	0,73	482 688	233
Bois-des-Filion	0,22	142 714	0,22	142 643	71
Charlemagne	0,12	77 272	0,11	77 232	40
Deux-Montagnes	0,33	216 318	0,33	216 207	111
L'Assomption	0,42	277 767	0,41	277 627	140
Lorraine	0,28	182 452	0,28	182 363	89
Mascouche	0,95	626 410	0,91	626 099	311
Mirabel	1,15	760 894	1,13	760 523	371
Oka	0,13	87 236	0,14	87 193	43
Pointe-Calumet	0,11	70 407	0,11	70 369	38
Repentigny	1,89	1 253 115	1,89	1 252 490	625
Rosemère	0,58	385 916	0,57	385 733	183
Sainte-Anne-des-Plaines	0,27	177 100	0,27	177 009	91
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	0,32	211 334	0,31	211 228	106
Sainte-Thérèse	0,63	414 115	0,62	413 909	206
Saint-Eustache	1,06	703 733	1,04	703 380	353
Saint-Joseph-du-Lac	0,15	99 649	0,13	99 600	49
Saint-Sulpice	0,07	49 383	0,08	49 359	24
Terrebonne	2,53	1 673 790	2,47	1 672 959	831

Municipalités	Quotes-parts provisoires 2012		Quotes-parts définitives 2011		Écart
	%	$	%	$	$
Couronne Sud	**11,94**	**7 903 571**	**11,71**	**7 899 674**	**3 897**
Beauharnois	0,23	153 154	0,24	153 075	79
Beloeil	0,52	345 276	0,52	345 106	170
Calixa-Lavallée	0,02	11 006	0,02	11 001	5
Candiac	0,63	417 017	0,61	416 816	201
Carignan	0,26	172 187	0,25	172 104	83
Chambly	0,59	389 672	0,58	389 478	194
Châteauguay	0,95	625 701	0,94	625 384	317
Contrecoeur	0,20	130 196	0,20	130 133	63
Delson	0,20	129 708	0,20	129 644	64
Hudson	0,23	154 873	0,25	154 800	73
L'Île-Cadieux	0,02	10 112	0,01	10 107	5
L'Île-Perrot	0,23	154 190	0,22	154 113	77
La Prairie	0,60	397 085	0,58	396 889	196
Léry	0,07	48 391	0,07	48 368	23
Les Cèdres	0,15	97 406	0,15	97 357	49
McMasterville	0,12	80 749	0,12	80 708	41
Mercier	0,25	165 060	0,24	164 977	83
Mont-Saint-Hilaire	0,57	379 464	0,54	379 281	183
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	0,27	181 376	0,27	181 287	89
Otterburn Park	0,18	121 225	0,19	121 164	61
Pincourt	0,32	211 914	0,31	211 809	105
Pointe-des-Cascades	0,02	16 509	0,03	16 501	8
Richelieu	0,13	84 848	0,13	84 806	42
Saint-Amable	0,20	131 967	0,19	131 900	67
Saint-Basile-le-Grand	0,38	250 176	0,37	250 051	125
Saint-Constant	0,55	366 254	0,54	366 071	183
Sainte-Catherine	0,36	238 921	0,34	238 801	120
Sainte-Julie	0,76	502 195	0,75	501 947	248
Saint-Isidore	0,07	45 401	0,07	45 378	23
Saint-Jean-Baptiste	0,08	53 150	0,08	53 124	26
Saint-Lazare	0,54	360 225	0,54	360 049	176
Saint-Mathias-sur-Richelieu	0,11	72 723	0,11	72 687	36
Saint-Mathieu	0,05	31 238	0,05	31 222	16
Saint-Mathieu-de-Beloeil	0,10	66 212	0,10	66 180	32
Saint-Philippe	0,13	87 204	0,13	87 161	43
Terrasse-Vaudreuil	0,04	28 008	0,04	27 994	14
Varennes	0,62	408 950	0,62	408 751	199
Vaudreuil-Dorion	1,00	658 980	0,95	658 661	319
Vaudreuil-sur-le-Lac	0,05	31 773	0,05	31 758	15
Verchères	0,14	93 076	0,14	93 031	45
Total CMM	**100,00**	**66 193 350**	**100,00**	**66 193 350**	**0**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal ; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

RÉPARTITION DES QUOTES-PARTS PROVISOIRES

Municipalités	Répartition 1		Répartition 2		Répartition 3		Répartition 4A		Répartition 4B		Cotisations corporatives	
	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Agglomération de Montréal[1]	**56,63**	**30 440 878**	**37,41**	**4 437 747**	**62,77**	**212 151**	**55,72**	**27 859**	**50,84**	**25 421**	**51,47**	**72 722**
Baie-D'Urfé[1]	0,28	148 289	0,40	47 228	0,31	1 033	0,26	132	0,22	109	0,10	147
Beaconsfield[1]	0,69	370 247	0,99	117 918	0,76	2 580	0,74	372	0,46	228	0,53	752
Côte-Saint-Luc[1]	0,88	475 636	1,28	151 483	0,98	3 315	0,94	472	0,27	137	0,88	1 241
Dollard-Des Ormeaux[1]	1,23	660 372	1,77	210 318	1,36	4 602	1,29	643	0,87	434	1,34	1 893
Dorval[1]	1,31	705 534	1,89	224 702	1,45	4 917	1,12	560	0,98	490	0,50	706
Hampstead[1]	0,36	193 383	0,52	61 590	0,40	1 348	0,39	196	0,21	106	0,20	277
Kirkland[1]	0,79	422 461	1,13	134 547	0,87	2 944	0,79	394	0,42	208	0,56	789
L'Île-Dorval[1]	0,00	1 359	0,00	433	0,00	9	0,00	1	0,01	3	0,00	0
Montréal[1]	46,10	24 777 150	22,20	2 633 936	51,09	172 679	45,27	22 634	43,71	21 854	45,03	63 623
Montréal-Est[1]	0,31	169 234	0,45	53 899	0,35	1 179	0,25	126	0,24	118	0,10	147
Montréal-Ouest[1]	0,19	101 307	0,27	32 265	0,21	706	0,20	101	0,16	78	0,14	199
Mont-Royal[1]	1,21	650 444	1,75	207 157	1,34	4 533	1,20	600	0,86	430	0,52	737
Pointe-Claire[1]	1,38	743 673	2,00	236 848	1,53	5 183	1,30	648	1,04	521	0,84	1 181
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	0,23	121 155	0,33	38 586	0,25	844	0,22	108	0,25	124	0,14	202
Senneville[1]	0,10	51 325	0,14	16 346	0,11	358	0,10	48	0,07	34	0,03	38
Westmount[1]	1,58	849 309	2,28	270 492	1,75	5 919	1,65	824	1,10	550	0,56	790
Laval	**9,77**	**5 253 487**	**14,11**	**1 673 156**	**0,00**	**0**	**9,91**	**4 956**	**10,87**	**5 435**	**10,72**	**15 152**
Agglomération de Longueuil	**10,19**	**5 475 271**	**14,70**	**1 743 790**	**11,29**	**38 159**	**10,27**	**5 135**	**9,66**	**4 831**	**10,82**	**15 287**
Boucherville	1,54	829 706	2,23	264 249	1,71	5 782	1,50	749	1,18	588	1,11	1 562
Brossard	2,17	1 166 737	3,13	371 588	2,41	8 131	2,18	1 090	2,67	1 333	2,11	2 984
Longueuil	4,87	2 618 720	7,03	834 023	5,40	18 251	4,96	2 481	4,78	2 391	6,32	8 927
Saint-Bruno-de-Montarville	0,91	491 807	1,32	156 633	1,01	3 428	0,90	452	0,70	350	0,69	979
Saint-Lambert	0,69	368 300	0,99	117 298	0,76	2 567	0,73	363	0,34	169	0,59	834
Couronne Nord	**12,36**	**6 642 158**	**17,83**	**2 115 426**	**13,70**	**46 291**	**12,66**	**6 331**	**15,22**	**7 612**	**14,52**	**20 522**
Blainville	1,32	710 919	1,91	226 417	1,47	4 955	1,37	687	1,69	846	1,41	1 993
Boisbriand	0,68	363 033	0,97	115 621	0,75	2 530	0,66	332	0,78	392	0,72	1 013
Bois-des-Filion	0,20	107 234	0,29	34 152	0,22	747	0,20	102	0,23	116	0,26	362
Charlemagne	0,11	58 034	0,16	18 483	0,12	404	0,11	56	0,15	73	0,16	221
Deux-Montagnes	0,30	162 468	0,44	51 744	0,33	1 132	0,32	162	0,28	141	0,48	671
L'Assomption	0,39	208 635	0,56	66 447	0,43	1 454	0,40	202	0,59	294	0,52	735
Lorraine	0,26	137 190	0,37	43 693	0,28	956	0,28	138	0,22	111	0,26	364
Mascouche	0,88	470 569	1,26	149 869	0,97	3 280	0,90	452	1,44	721	1,08	1 520
Mirabel	1,06	571 961	1,54	182 161	1,18	3 986	1,06	531	1,47	735	1,08	1 521
Oka	0,12	65 564	0,18	20 881	0,14	457	0,13	64	0,16	79	0,13	191
Pointe-Calumet	0,10	52 836	0,14	16 828	0,11	368	0,11	53	0,11	54	0,19	268
Repentigny	1,75	941 718	2,53	299 923	1,94	6 563	1,81	907	1,84	920	2,18	3 084
Rosemère	0,54	290 355	0,78	92 474	0,60	2 024	0,53	266	0,51	256	0,38	542
Sainte-Anne-des-Plaines	0,25	133 053	0,36	42 375	0,27	927	0,25	125	0,20	99	0,37	520
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	0,30	158 694	0,43	50 541	0,33	1 106	0,31	157	0,59	293	0,38	543
Sainte-Thérèse	0,58	311 240	0,84	99 125	0,64	2 169	0,59	297	0,57	286	0,71	997
Saint-Eustache	0,98	528 875	1,42	168 439	1,09	3 686	0,99	494	1,16	579	1,17	1 660
Saint-Joseph-du-Lac	0,14	74 893	0,20	23 852	0,15	522	0,15	73	0,20	100	0,15	208
Saint-Sulpice	0,07	37 113	0,10	11 820	0,08	259	0,07	37	0,06	30	0,09	126
Terrebonne	2,34	1 257 774	3,38	400 582	2,59	8 766	2,39	1 197	2,98	1 488	2,82	3 984

Municipalités	Répartition 1		Répartition 2		Répartition 3		Répartition 4A		Répartition 4B		Cotisations corporatives	
	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Couronne Sud	**11,05**	**5 940 256**	**15,95**	**1 891 881**	**12,25**	**41 399**	**11,44**	**5 718**	**13,40**	**6 700**	**12,47**	**17 616**
Beauharnois	0,21	115 034	0,31	36 637	0,24	802	0,22	110	0,21	107	0,33	464
Beloeil	0,48	259 488	0,70	82 643	0,54	1 808	0,49	247	0,64	321	0,54	769
Calixa-Lavallée	0,02	8 278	0,02	2 637	0,02	58	0,02	8	0,01	6	0,01	20
Candiac	0,58	313 511	0,84	99 848	0,65	2 185	0,60	301	0,89	446	0,51	725
Carignan	0,24	129 440	0,35	41 225	0,27	902	0,26	129	0,37	184	0,22	307
Chambly	0,54	292 792	0,79	93 250	0,60	2 041	0,56	281	0,72	360	0,67	948
Châteauguay	0,87	470 048	1,26	149 703	0,97	3 276	0,90	450	0,99	493	1,23	1 732
Contrecoeur	0,18	97 912	0,26	31 183	0,20	682	0,17	86	0,20	100	0,16	233
Delson	0,18	97 504	0,26	31 054	0,20	680	0,18	89	0,18	91	0,21	291
Hudson	0,22	116 566	0,31	37 125	0,24	812	0,23	116	0,13	66	0,13	188
L'Île-Cadieux	0,01	7 612	0,02	2 424	0,02	53	0,02	8	0,02	9	0,00	5
L'Île-Perrot	0,22	115 859	0,31	36 899	0,24	807	0,22	111	0,23	115	0,28	399
La Prairie	0,56	298 405	0,80	95 038	0,62	2 080	0,58	290	0,75	377	0,63	896
Léry	0,07	36 383	0,10	11 587	0,08	254	0,07	36	0,08	42	0,06	89
Les Cèdres	0,14	73 218	0,20	23 319	0,15	510	0,14	70	0,13	65	0,16	223
McMasterville	0,11	60 671	0,16	19 323	0,13	423	0,12	59	0,12	58	0,15	215
Mercier	0,23	123 982	0,33	39 486	0,26	864	0,24	122	0,34	172	0,31	434
Mont-Saint-Hilaire	0,53	285 280	0,77	90 857	0,59	1 988	0,56	279	0,80	398	0,47	661
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	0,25	136 336	0,37	43 421	0,28	950	0,27	136	0,27	133	0,28	401
Otterburn Park	0,17	91 085	0,24	29 009	0,19	635	0,18	91	0,16	81	0,23	324
Pincourt	0,30	159 207	0,43	50 705	0,33	1 110	0,31	156	0,43	217	0,37	519
Pointe-des-Cascades	0,02	12 400	0,03	3 949	0,03	86	0,02	12	0,03	15	0,03	46
Richelieu	0,12	63 750	0,17	20 303	0,13	444	0,12	61	0,16	81	0,15	208
Saint-Amable	0,18	99 086	0,27	31 557	0,20	691	0,20	98	0,29	144	0,28	392
Saint-Basile-le-Grand	0,35	188 009	0,50	59 878	0,39	1 310	0,37	185	0,33	166	0,45	629
Saint-Constant	0,51	275 192	0,74	87 644	0,57	1 918	0,53	267	0,59	295	0,66	939
Sainte-Catherine	0,33	179 504	0,48	57 169	0,37	1 251	0,35	173	0,38	188	0,45	636
Sainte-Julie	0,70	377 515	1,01	120 233	0,78	2 631	0,73	365	0,68	339	0,79	1 112
Saint-Isidore	0,06	34 138	0,09	10 872	0,07	238	0,07	33	0,04	21	0,07	99
Saint-Jean-Baptiste	0,07	39 962	0,11	12 727	0,08	279	0,08	38	0,05	25	0,08	119
Saint-Lazare	0,50	270 818	0,73	86 252	0,56	1 887	0,54	270	0,56	279	0,51	718
Saint-Mathias-sur-Richelieu	0,10	54 657	0,15	17 407	0,11	381	0,11	54	0,10	51	0,12	173
Saint-Mathieu	0,04	23 474	0,06	7 476	0,05	164	0,05	23	0,05	27	0,05	74
Saint-Mathieu-de-Beloeil	0,09	49 810	0,13	15 864	0,10	347	0,09	46	0,10	48	0,07	97
Saint-Philippe	0,12	65 535	0,18	20 872	0,14	457	0,13	65	0,13	63	0,15	213
Terrasse-Vaudreuil	0,04	21 052	0,06	6 705	0,04	147	0,04	21	0,02	10	0,05	73
Varennes	0,57	307 535	0,83	97 945	0,63	2 143	0,57	285	0,50	249	0,56	792
Vaudreuil-Dorion	0,92	495 348	1,33	157 761	1,02	3 452	0,91	455	1,54	770	0,84	1 194
Vaudreuil-sur-le-Lac	0,04	23 903	0,06	7 613	0,05	167	0,05	24	0,03	16	0,04	51
Verchères	0,13	69 958	0,19	22 280	0,14	488	0,14	69	0,15	73	0,15	209
Total CMM	**100,00**	**53 752 050**	**100,00**	**11 862 000**	**100,00**	**338 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**141 300**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal ; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

RÉPARTITION DES QUOTES-PARTS PROVISOIRES PAR OBJET

Municipalités	Conseil et comité exécutif	Administration de la Communauté					Service de la dette
		Administration générale	Développement économique	Aménagement et transport	Environnement	Politiques et interventions de développement	
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**455 125**	**1 042 809**	**970 297**	**837 522**	**841 304**	**371 641**	**2 422 718**
Baie-D'Urfé[1]	2 217	5 080	4 727	4 080	4 098	1 810	11 802
Beaconsfield[1]	5 536	12 684	11 802	10 187	10 233	4 520	29 467
Côte-Saint-Luc[1]	7 111	16 294	15 161	13 086	13 145	5 807	37 855
Dollard-Des Ormeaux[1]	9 873	22 622	21 049	18 169	18 251	8 062	52 557
Dorval[1]	10 549	24 169	22 489	19 411	19 499	8 614	56 152
Hampstead[1]	2 891	6 625	6 164	5 321	5 345	2 361	15 391
Kirkland[1]	6 316	14 472	13 466	11 623	11 676	5 158	33 623
L'Île-Dorval[1]	20	47	43	37	38	17	108
Montréal[1]	370 446	848 788	789 767	681 696	684 774	302 495	1 971 955
Montréal-Est[1]	2 530	5 797	5 394	4 656	4 677	2 066	13 469
Montréal-Ouest[1]	1 515	3 470	3 229	2 787	2 800	1 237	8 063
Mont-Royal[1]	9 725	22 282	20 733	17 896	17 977	7 941	51 767
Pointe-Claire[1]	11 119	25 476	23 704	20 461	20 553	9 079	59 187
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	1 811	4 150	3 862	3 333	3 348	1 479	9 642
Senneville[1]	767	1 758	1 636	1 412	1 418	627	4 085
Westmount[1]	12 698	29 095	27 072	23 367	23 473	10 369	67 595
Laval	**78 545**	**179 968**	**167 454**	**144 540**	**145 192**	**64 138**	**418 113**
Agglomération de Longueuil	**81 861**	**187 566**	**174 523**	**150 642**	**151 322**	**66 845**	**435 764**
Boucherville	12 405	28 423	26 447	22 828	22 931	10 130	66 034
Brossard	17 444	39 969	37 189	32 101	32 245	14 244	92 858
Longueuil	39 153	89 709	83 471	72 049	72 374	31 971	208 418
Saint-Bruno-de-Montarville	**7 353**	**16 848**	**15 676**	**13 531**	**13 592**	**6 004**	**39 142**
Saint-Lambert	5 506	12 617	11 739	10 133	10 179	4 496	29 312
Couronne Nord	**99 308**	**227 540**	**211 717**	**182 746**	**183 571**	**81 092**	**528 634**
Blainville	10 629	24 354	22 660	19 560	19 648	8 679	56 580
Boisbriand	5 428	12 436	11 572	9 988	10 033	4 432	28 893
Bois-des-Filion	1 603	3 673	3 418	2 950	2 964	1 309	8 534
Charlemagne	868	1 988	1 850	1 597	1 604	709	4 619
Deux-Montagnes	2 429	5 566	5 179	4 470	4 490	1 984	12 930
L'Assomption	3 119	7 147	6 650	5 740	5 766	2 547	16 605
Lorraine	2 051	4 700	4 373	3 775	3 792	1 675	10 919
Mascouche	7 036	16 120	14 999	12 947	13 005	5 745	37 451
Mirabel	8 551	19 594	18 231	15 736	15 807	6 983	45 521
Oka	980	2 246	2 090	1 804	1 812	800	5 218
Pointe-Calumet	790	1 810	1 684	1 454	1 460	645	4 205
Repentigny	14 080	32 260	30 017	25 910	26 027	11 497	74 949
Rosemère	4 341	9 947	9 255	7 989	8 025	3 545	23 109
Sainte-Anne-des-Plaines	1 989	4 558	4 241	3 661	3 677	1 624	10 589
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	2 373	5 436	5 058	4 366	4 386	1 937	12 630
Sainte-Thérèse	4 653	10 662	9 921	8 563	8 602	3 800	24 771
Saint-Eustache	7 907	18 118	16 858	14 551	14 617	6 457	42 092
Saint-Joseph-du-Lac	1 120	2 566	2 387	2 061	2 070	914	5 961
Saint-Sulpice	555	1 271	1 183	1 021	1 026	453	2 954
Terrebonne	18 805	43 087	40 091	34 605	34 761	15 356	100 103

Municipalités	Conseil et comité exécutif	Administration de la Communauté					Service de la dette
		Administration générale	Développement économique	Aménagement et transport	Environnement	Politiques et interventions de développement	
	$	$	$	$	$	$	$
Couronne Sud	**88 813**	**203 495**	**189 345**	**163 435**	**164 173**	**72 522**	**472 771**
Beauharnois	1 720	3 941	3 667	3 165	3 179	1 404	9 155
Beloeil	3 880	8 889	8 271	7 139	7 172	3 168	20 652
Calixa-Lavallée	124	284	264	228	229	101	659
Candiac	4 687	10 740	9 993	8 626	8 665	3 828	24 952
Carignan	1 935	4 434	4 126	3 561	3 577	1 580	10 302
Chambly	4 378	10 030	9 333	8 056	8 092	3 575	23 303
Châteauguay	7 028	16 102	14 983	12 932	12 991	5 739	37 410
Contrecoeur	1 464	3 354	3 121	2 694	2 706	1 195	7 793
Delson	1 458	3 340	3 108	2 683	2 695	1 190	7 760
Hudson	1 743	3 993	3 716	3 207	3 222	1 423	9 277
L'Île-Cadieux	114	261	243	209	210	93	606
L'Île-Perrot	1 732	3 969	3 693	3 188	3 202	1 414	9 221
La Prairie	4 461	10 222	9 512	8 210	8 247	3 643	23 749
Léry	544	1 246	1 160	1 001	1 006	444	2 896
Les Cèdres	1 095	2 508	2 334	2 014	2 024	894	5 827
McMasterville	907	2 078	1 934	1 669	1 677	741	4 829
Mercier	1 854	4 247	3 952	3 411	3 427	1 514	9 867
Mont-Saint-Hilaire	4 265	9 773	9 093	7 849	7 884	3 483	22 705
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	2 038	4 670	4 346	3 751	3 768	1 664	10 851
Otterburn Park	1 362	3 120	2 903	2 506	2 517	1 112	7 249
Pincourt	2 380	5 454	5 075	4 380	4 400	1 944	12 671
Pointe-des-Cascades	185	425	395	341	343	151	987
Richelieu	953	2 184	2 032	1 754	1 762	778	5 074
Saint-Amable	1 481	3 394	3 158	2 726	2 738	1 210	7 886
Saint-Basile-le-Grand	2 811	6 441	5 993	5 173	5 196	2 295	14 963
Saint-Constant	4 114	9 427	8 772	7 571	7 606	3 360	21 902
Sainte-Catherine	2 684	6 149	5 722	4 939	4 961	2 191	14 286
Sainte-Julie	5 644	12 932	12 033	10 387	10 433	4 609	30 046
Saint-Isidore	510	1 169	1 088	939	943	417	2 717
Saint-Jean-Baptiste	597	1 369	1 274	1 099	1 104	488	3 180
Saint-Lazare	4 049	9 277	8 632	7 451	7 485	3 306	21 554
Saint-Mathias-sur-Richelieu	817	1 872	1 742	1 504	1 511	667	4 350
Saint-Mathieu	351	804	748	646	649	287	1 868
Saint-Mathieu-de-Beloeil	745	1 706	1 588	1 370	1 377	608	3 964
Saint-Philippe	980	2 245	2 089	1 803	1 811	800	5 216
Terrasse-Vaudreuil	315	721	671	579	582	257	1 675
Varennes	4 598	10 535	9 803	8 461	8 499	3 755	24 476
Vaudreuil-Dorion	7 406	16 969	15 789	13 629	13 690	6 048	39 424
Vaudreuil-sur-le-Lac	357	819	762	658	661	292	1 902
Verchères	1 046	2 397	2 230	1 925	1 933	854	5 568
Total CMM	**803 653**	**1 841 377**	**1 713 336**	**1 478 884**	**1 485 562**	**656 238**	**4 278 000**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal ; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

RÉPARTITION DES QUOTES-PARTS PROVISOIRES PAR OBJET (SUITE)

Municipalités	Interventions de développement						
	Logement social	Équipements Montréal	Équipement Laval	Fonds de développement métropolitain	Montréal International	Fonds de compétitivité	Cotisations corporatives
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**20 667 860**	**4 437 747**	**212 151**	**53 281**	**1 812 225**	**1 019 377**	**72 722**
Baie-D'Urfé[1]	100 681	47 228	1 033	240	8 828	4 966	147
Beaconsfield[1]	251 379	117 918	2 580	600	22 042	12 398	752
Côte-Saint-Luc[1]	322 934	151 483	3 315	609	28 316	15 928	1 241
Dollard-Des Ormeaux[1]	448 360	210 318	4 602	1 077	39 314	22 114	1 893
Dorval[1]	479 023	224 702	4 917	1 050	42 002	23 626	706
Hampstead[1]	131 298	61 590	1 348	302	11 513	6 476	277
Kirkland[1]	286 830	134 547	2 944	602	25 150	14 147	789
L'Île-Dorval[1]	923	433	9	4	81	46	0
Montréal[1]	16 822 467	2 633 936	172 679	44 488	1 475 048	829 715	63 623
Montréal-Est[1]	114 902	53 899	1 179	244	10 075	5 667	147
Montréal-Ouest[1]	68 782	32 265	706	179	6 031	3 392	199
Mont-Royal[1]	441 620	207 157	4 533	1 030	38 723	21 781	737
Pointe-Claire[1]	504 917	236 848	5 183	1 169	44 273	24 903	1 181
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	82 258	38 586	844	231	7 213	4 057	202
Senneville[1]	34 847	16 346	358	82	3 056	1 719	38
Westmount[1]	576 639	270 492	5 919	1 374	50 562	28 441	790
Laval	**3 566 860**	**1 673 156**	**0**	**10 391**	**312 754**	**175 924**	**15 152**
Agglomération de Longueuil	**3 717 440**	**1 743 790**	**38 159**	**9 966**	**325 957**	**183 351**	**15 287**
Boucherville	563 330	264 249	5 782	1 338	49 395	27 784	1 562
Brossard	792 157	371 588	8 131	2 422	69 459	39 071	2 984
Longueuil	1 777 982	834 023	18 251	4 872	155 899	87 693	8 927
Saint-Bruno-de-Montarville	**333 913**	**156 633**	**3 428**	**802**	**29 279**	**16 469**	**979**
Saint-Lambert	250 058	117 298	2 567	532	21 926	12 333	834
Couronne Nord	**4 509 698**	**2 115 426**	**46 291**	**13 944**	**395 425**	**222 427**	**20 522**
Blainville	482 679	226 417	4 955	1 534	42 323	23 807	1 993
Boisbriand	246 482	115 621	2 530	724	21 612	12 157	1 013
Bois-des-Filion	72 806	34 152	747	219	6 384	3 591	362
Charlemagne	39 403	18 483	404	129	3 455	1 943	221
Deux-Montagnes	110 308	51 744	1 132	303	9 672	5 441	671
L'Assomption	141 653	66 447	1 454	496	12 421	6 987	735
Lorraine	93 145	43 693	956	249	8 167	4 594	364
Mascouche	319 493	149 869	3 280	1 173	28 014	15 758	1 520
Mirabel	388 333	182 161	3 986	1 266	34 050	19 153	1 521
Oka	44 515	20 881	457	143	3 903	2 196	191
Pointe-Calumet	35 873	16 828	368	107	3 145	1 769	268
Repentigny	639 380	299 923	6 563	1 827	56 063	31 535	3 084
Rosemère	197 137	92 474	2 024	522	17 286	9 723	542
Sainte-Anne-des-Plaines	90 337	42 375	927	224	7 921	4 456	520
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	107 745	50 541	1 106	450	9 447	5 314	543
Sainte-Thérèse	211 317	99 125	2 169	583	18 529	10 423	997
Saint-Eustache	359 080	168 439	3 686	1 073	31 485	17 710	1 660
Saint-Joseph-du-Lac	50 849	23 852	522	173	4 459	2 508	208
Saint-Sulpice	25 198	11 820	259	66	2 209	1 243	126
Terrebonne	853 967	400 582	8 766	2 684	74 879	42 119	3 984

Municipalités	Interventions de développement						
	Logement social	Équipements Montréal	Équipement Laval	Fonds de développement métropolitain	Montréal International	Fonds de compétitivité	Cotisations corporatives
	$	$	$	$	$	$	$
Couronne Sud	**4 033 142**	**1 891 881**	**41 399**	**12 418**	**353 639**	**198 922**	**17 616**
Beauharnois	78 103	36 637	802	217	6 848	3 852	464
Beloeil	176 179	82 643	1 808	568	15 448	8 689	769
Calixa-Lavallée	5 621	2 637	58	14	493	277	20
Candiac	212 858	99 848	2 185	748	18 664	10 499	725
Carignan	87 883	41 225	902	313	7 706	4 335	307
Chambly	198 791	93 250	2 041	641	17 431	9 805	948
Châteauguay	319 139	149 703	3 276	943	27 983	15 741	1 732
Contrecoeur	66 477	31 183	682	186	5 829	3 279	233
Delson	66 200	31 054	680	180	5 805	3 265	291
Hudson	79 143	37 125	812	181	6 940	3 903	188
L'Île-Cadieux	5 168	2 424	53	17	453	255	5
L'Île-Perrot	78 662	36 899	807	226	6 897	3 880	399
La Prairie	202 603	95 038	2 080	667	17 765	9 993	896
Léry	24 702	11 587	254	78	2 166	1 218	89
Les Cèdres	49 712	23 319	510	136	4 359	2 452	223
McMasterville	41 193	19 323	423	117	3 612	2 032	215
Mercier	84 178	39 486	864	294	7 381	4 152	434
Mont-Saint-Hilaire	193 691	90 857	1 988	677	16 983	9 553	661
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	92 565	43 421	950	269	8 116	4 565	401
Otterburn Park	61 842	29 009	635	172	5 423	3 050	324
Pincourt	108 094	50 705	1 110	373	9 478	5 331	519
Pointe-des-Cascades	8 419	3 949	86	28	738	415	46
Richelieu	43 283	20 303	444	142	3 795	2 135	208
Saint-Amable	67 274	31 557	691	241	5 899	3 318	392
Saint-Basile-le-Grand	127 649	59 878	1 310	350	11 193	6 296	629
Saint-Constant	186 842	87 644	1 918	561	16 383	9 215	939
Sainte-Catherine	121 874	57 169	1 251	361	10 686	6 011	636
Sainte-Julie	256 314	120 233	2 631	704	22 474	12 642	1 112
Saint-Isidore	23 178	10 872	238	54	2 032	1 143	99
Saint-Jean-Baptiste	27 132	12 727	279	64	2 379	1 338	119
Saint-Lazare	183 872	86 252	1 887	549	16 123	9 069	718
Saint-Mathias-sur-Richelieu	37 109	17 407	381	105	3 254	1 830	173
Saint-Mathieu	15 938	7 476	164	50	1 397	786	74
Saint-Mathieu-de-Beloeil	33 819	15 864	347	93	2 965	1 668	97
Saint-Philippe	44 495	20 872	457	128	3 901	2 195	213
Terrasse-Vaudreuil	14 293	6 705	147	31	1 253	705	73
Varennes	208 801	97 945	2 143	534	18 308	10 298	792
Vaudreuil-Dorion	336 317	157 761	3 452	1 225	29 489	16 588	1 194
Vaudreuil-sur-le-Lac	16 229	7 613	167	39	1 423	800	51
Verchères	47 498	22 280	488	141	4 165	2 343	209
Total CMM	**36 495 000**	**11 862 000**	**338 000**	**100 000**	**3 200 000**	**1 800 000**	**141 300**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal ; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

CONTRIBUTIONS PROVISOIRES FACTURÉES AUX MUNICIPALITÉS LIÉES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL EN VERTU DE LA *LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT MONTRÉAL (L.Q. 2008, C.19)*

Municipalités	Répartition 1	Répartition 2 (Équipements Montréal)	Répartition 3 (Équipement Laval)	Répartition 4a (RFU)	Répartition 4b (Croissance RFU)	Cotisations corporatives	Facturation 2012
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal	**30 440 878**	**4 437 747**	**212 151**	**27 859**	**25 421**	**72 722**	**35 216 779**
Baie-D'Urfé	148 289		1 033	132	109	147	149 710
Beaconsfield	370 247		2 580	372	228	752	374 179
Côte-Saint-Luc	475 636		3 315	472	137	1 241	480 801
Dollard-Des Ormeaux	660 372		4 602	643	434	1 893	667 944
Dorval	705 534		4 917	560	490	706	712 206
Hampstead	193 383		1 348	196	106	277	195 310
Kirkland	422 461		2 944	394	208	789	426 796
L'Île-Dorval	1 359		9	1	3	0	1 372
Montréal	24 777 150	4 437 747	172 679	22 634	21 854	63 623	29 495 686
Montréal-Est	169 234		1 179	126	118	147	170 805
Montréal-Ouest	101 307		706	101	78	199	102 391
Mont-Royal	650 444		4 533	600	430	737	656 744
Pointe-Claire	743 673		5 183	648	521	1 181	751 205
Sainte-Anne-de-Bellevue	121 155		844	108	124	202	122 433
Senneville	51 325		358	48	34	38	51 802
Westmount	849 309		5 919	824	550	790	857 393

Selon la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal ; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération.

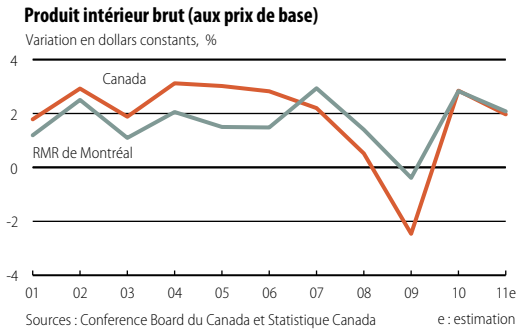
BILAN ÉCONOMIQUE MÉTROPOLITAIN DE **2011**

BILAN ÉCONOMIQUE MÉTROPOLITAIN DE 2011[1]

SOMMAIRE

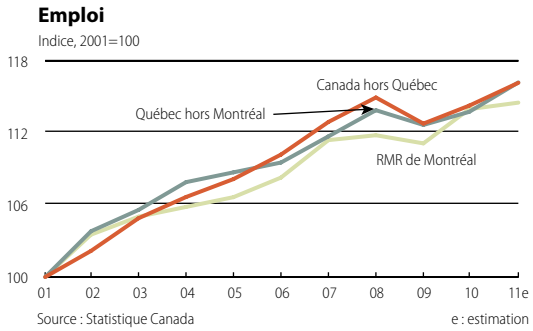
CROISSANCE MODESTE

Après une récession modérée, la région métropolitaine de Montréal traverse une période de croissance modeste. Le ralentissement de la consommation et la baisse des exportations freinent l'économie métropolitaine. Les ajustements auxquels procèdent les entreprises provoquent une croissance en dents de scie, l'économie perdant en six mois la plus grande partie des gains effectués les six mois précédents. Au total, l'emploi devrait augmenter de 0,5 % en 2011. Selon le Conference Board du Canada, le produit intérieur brut réel de la région métropolitaine devrait croître de 2,1 % en 2011.



Le dollar canadien s'est apprécié significativement, grimpant de 9 ¢ US entre août 2010 et juillet 2011, ce qui a réduit la compétitivité des exportateurs montréalais sur les marchés étrangers.

Les consommateurs, qui étaient le principal soutien de la croissance au cours des années 2000, donnent des signes d'essoufflement : salaires, confiance et achats plafonnent.



L'investissement, tant public que privé, soutient l'activité économique. Les tours de condos et de bureaux et le lancement des deux mégahôpitaux propulsent la construction tandis que se poursuit la réfection des infrastructures publiques.

UNE PERFORMANCE RELATIVE MITIGÉE

L'économie américaine, qui avait repris à la fin de 2010, ralentit, ce qui réduit la croissance des régions manufacturières canadiennes. Le taux d'emploi, qui diminue de 0,5 point de pourcentage à Montréal (à 60,9 %), recule de 0,3 point aux États-Unis (à 58,2 %) et de 0,1 point à Toronto (à 62,1 %). Par contre, en dehors des grands centres manufacturiers, le Canada continue de bénéficier d'une croissance soutenue. Le taux d'emploi grimpe de 0,8 point dans le reste du Québec (à 59,8 %) et de 0,3 point dans le reste du Canada (à 62,4 %).

1. Données de 2011 estimées le 11 octobre 2011.

Indicateurs économiques annuels de la RMR de Montréal

	Unité	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011e
Population	**000**	**3 534,1**	**3 571,3**	**3 601,5**	**3 629,7**	**3 655,8**	**3 685,0**	**3 723,0**	**3 765,4**	**3 818,7**	**3 859,3**	**3 899,0**
Migration nette	000	23,4	27,6	19,6	18,5	16,2	16,8	20,7	24,1	33,4	34,1	33,0
Internationale et interprovinciale	000	20,7	29,0	26,7	29,7	25,5	25,4	27,2	30,6	38,1	38,8	38,0
Intraprovinciale	000	2,5	-0,9	-6,1	-10,6	-9,3	-8,5	-6,5	-6,6	-4,7	-4,7	-5,0
Marché du travail	**Moyenne**											
Population active	000	1 870,0	1 941,4	1 989,0	1 985,6	2 000,6	2 024,8	2 052,4	2 070,2	2 097,4	2 138,9	2 137,5
Emploi	000	1 715,2	1 774,2	1 799,4	1 814,3	1 826,8	1 854,6	1 908,5	1 917,2	1 905,4	1 954,2	1 964,2
Taux d'emploi	%	60,2	61,6	61,8	61,7	61,5	61,6	62,6	62,0	60,7	61,4	60,9
Taux de chômage	%	8,3	8,6	9,5	8,6	8,7	8,4	7,0	7,4	9,2	8,6	8,1
Assurance-chômage (1)	000	54,4	58,5	60,4	58,4	53,7	53,2	49,7	46,0	62,8	60,9	52,0
Aide sociale (2,e)	000	90,0	88,5	86,1	83,4	79,1	76,7	76,6	75,9	78,6	78,7	77,0
Emploi sectoriel	**Moyenne**											
Primaire et services publics	000	22	26	25	21	23	27	30	24	24	23	26
Construction	000	57	70	73	71	82	80	89	100	88	100	95
Fabrication	000	315	317	290	300	289	271	246	244	252	238	229
Biens non durables		159	151	153	152	146	126	120	118	121	120	115
Biens durables		156	167	137	148	142	145	126	126	130	119	114
Commerce de gros	000	72	71	83	92	87	87	104	92	98	90	96
Commerce de détail	000	211	222	237	228	234	233	239	229	220	241	242
Transport et entreposage	000	94	83	93	96	83	89	92	98	93	88	97
Finance, assurances, imm, et location	000	103	114	119	126	118	129	135	133	126	141	124
Serv, professionnels, scient, et techn,	000	135	136	137	148	149	157	170	174	180	196	195
Gestion et soutien à la gestion	000	61	73	64	61	74	83	81	75	77	78	74
Enseignement	000	107	121	126	118	130	131	136	133	135	132	148
Santé et assistance sociale	000	185	193	200	208	203	222	212	224	225	238	244
Information, culture et loisirs	000	100	101	97	100	105	101	106	112	110	113	111
Hébergement et restauration	000	95	87	100	92	98	96	109	116	109	113	120
Autres services	000	73	73	77	78	76	72	82	83	85	80	80
Administration publique	000	86	86	78	76	76	79	79	82	84	84	81
Immobilisations	**Total**											
RMR de Montréal	M$	20 348	19 761	18 713	23 915	23 408	23 704	25 696	26 848	24 755	26 128	28 790
• Construction		10 640	11 021	11 534	14 571	14 232	14 267	15 842	17 170	16 203	18 093	19 707
Machines et équipement		9 708	8 740	7 180	9 345	9 176	9 438	9 855	9 678	8 552	8 035	9 082
• Privées		16 623	15 630	14 285	19 087	18 611	19 094	20 182	20 181	17 351	18 462	19 891
Publiques		3 725	4 131	4 428	4 828	4 797	4 610	5 514	6 667	7 404	7 666	8 899
• Manufacturier et construction		3 121	2 622	2 280	2 265	2 372	2 282	2 175	2 365	2 005	1 741	2 127
Services		10 695	9 819	8 495	11 408	11 713	12 103	13 554	14 008	13 579	12 994	14 869
Grande région de Montréal (3)	M$	23 607	25 024	26 247	30 273	29 575	30 471	32 369	33 740	31 856	33 518	36 229
Construction	**Total**											
Logements mis en chantier	Nombre	13 300	20 554	24 321	28 673	25 317	22 813	23 233	21 927	19 251	22 001	20 300
Propriété absolue		7 868	11 600	11 702	12 177	9 872	9 224	9 949	8 953	7 652	8 600	7 200
Copropriété		3 763	5 687	7 893	10 053	8 758	8 050	7 361	8 280	7 657	10 457	10 900
Locatif et autres		1 669	3 267	4 726	6 443	6 687	5 539	5 923	4 694	3 942	2 944	2 200
Permis de construction	M$ 2002	4 327	4 604	5 146	5 762	5 153	5 130	5 334	4 947	4 368	4 899	5 850
Résidentiel		1 945	2 731	3 366	4 023	3 611	3 358	3 331	3 285	2 822	3 357	3 630
Commercial		1 530	1 009	1 055	920	843	1 032	1 097	1 052	879	860	1 580
Industriel		489	327	243	292	388	308	359	250	196	188	170
Institutionnel et gouvernemental		364	537	482	527	310	432	547	360	471	493	470
Permis de construction	M$	4 218	4 604	5 278	6 233	5 840	6 034	6 498	6 411	5 801	6 587	8 100
Résidentiel		1 892	2 731	3 453	4 357	4 095	3 955	4 064	4 247	3 731	4 498	5 000
Commercial		1494	1009	1082	991	951	1209	1328	1368	1178	1166	2200
Industriel		477	327	250	319	446	368	444	333	271	263	250
Institutionnel et gouvernemental		355	537	493	566	347	502	662	463	621	661	650
Immobilier	**Total**											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	34 448	36 826	35 892	36 574	39 111	39 141	43 666	40 441	41 754	42 347	39 500
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin	0,6	0,7	1,0	1,5	2,0	2,7	2,9	2,4	2,5	2,7	2,5
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin	12,8	13,6	14,1	13,9	12,6	11,9	9,4	8,2	10,2	9,6	8,6
Grand centre-ville	%, fin	11,1	11,7	12,5	13,0	11,6	10,1	6,9	5,7	8,7	8,1	7,0
Périphérie et banlieue	%, fin	16,2	17,5	17,4	15,5	14,4	15,4	14,1	12,8	12,9	12,2	11,5
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin	4,0	6,7	7,6	7,6	7,5	7,7	8,2	9,0	10,4	10,4	9,5
Prix et taux d'intérêt	**Moyenne**											
Prix à la consommation, indice	2002=100	98,0	100,0	102,4	104,4	106,7	108,6	110,3	112,6	113,4	114,8	118,2
Hausse en 1 an	%	2,4	2,0	2,4	1,9	2,2	1,8	1,6	2,1	0,7	1,2	2,9
Salaire hebdomadaire moyen	$	619,8	629,1	635,1	664,3	677,9	691,1	702,3	726,8	757,8	761,5	774,0
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	137,9	158,2	188,0	213,1	221,7	235,6	250,2	259,1	271,7	293,0	309,0
Loyer, logement de 2 chambres	$	529	552	575	594	616	636	647	659	669	700	715
Prêts hypothécaires, 5 ans	%, fin	6,85	6,70	4,50	6,50	6,30	6,45	7,54	6,75	5,49	5,19	5,10

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ANNUELS DE LA RMR DE MONTRÉAL (SUITE)												
	Unité	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011e
Autres												
Ventes au détail	Total, M$	31 420e	33 050e	34 850e	36 187	38 047	39 317	40 649	41 844	41 917	44 526	44 900
Dollars constants	M$ 2002	32 061e	33 050e	34 033e	34 662	35 658	36 204	36 854	37 162	36 964	38 786	37 989
Faillites personnelles	Nombre	12 096	10 869	11 212	11 397	11 147	11 791	12 288	13 909	16 770	14 246	13 100
Faillites commerciales	Nombre	1 172	989	938	875	791	904	958	1 137	1 095	875	910
Trafic du port, total	M tonnes	19,12	18,72	20,78	23,64	24,34	25,11	26,02	27,02	23,79	24,95	27,90
Conteneurs	M tonnes	8,72	9,45	9,76	10,85	11,14	11,34	12,41	13,32	11,27	12,03	12,40
Trafic des aéroports (4)	M pass,	9,86	9,10	9,26	10,68	11,25	11,82	12,82	12,81	12,22	12,97	14,00
Taux d'occupation des hôtels	%	67,9	68,4	64,5	66,7	67,3	67,7	67,2	65,1	60,5	64,7	66,4

1. Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
2. Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.
3. Île de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie.
4. Nombre de passagers non payants estimé avant 2007.

e. Estimation réalisée le 11 octobre 2011.

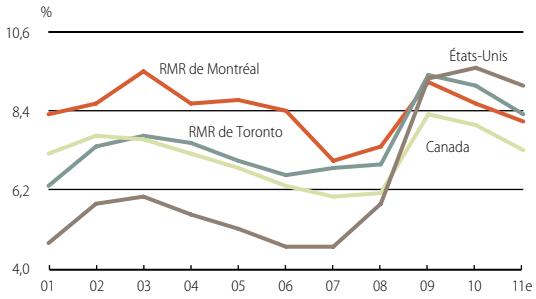
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Chambre immobilière du Grand Montréal, CB Richard Ellis, Banque du Canada, Industrie Canada, Port de Montréal, Aéroports de Montréal, Ass, des hôtels du grand Montréal.

BAISSE DU TAUX D'ACTIVITÉ

De manière paradoxale, le ralentissement de la croissance n'affecte pas le chômage. Par contre, il réduit la participation au marché du travail. Le taux de chômage diminue de façon continue depuis la fin de la récession dans la région métropolitaine. Il devrait passer de 9,2 % en 2009 à 8,3 % en 2011. Cependant, le taux d'activité diminue de 67,2 % en 2010 à 66,3 % en 2011. Depuis le début de 2010, les fluctuations de l'emploi se transmettent davantage au taux d'activité qu'au taux de chômage.

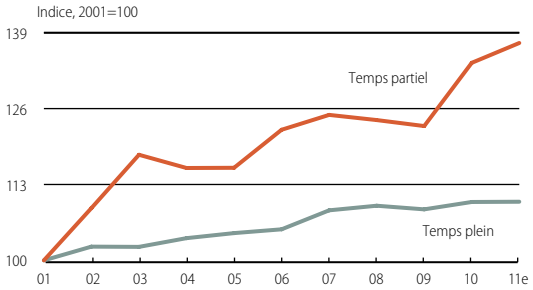
L'incertitude favorise l'embauche dans des postes à temps partiel. La création d'emploi à temps plein est nulle en 2011, mais l'emploi à temps partiel augmente de 2,5 %, après une poussée de 8,8 % en 2010.

Taux de chômage



Sources : Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada e : estimation

Emploi dans la RMR de Montréal



Source : Statistique Canada e : estimation

SECTEURS ÉCONOMIQUES

UNIVERSITÉS ET CÉGEPS EMBAUCHENT

L'emploi augmente de 12 % dans l'enseignement et de 3 % dans la santé et les services sociaux.

En enseignement, l'embauche se concentre dans les institutions postsecondaires. Poussée par la hausse de la population âgée de 20-24 ans, la clientèle des universités est en expansion. Selon les prévisions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, l'effectif étudiant des universités de la métropole devrait augmenter de 9 % entre les années scolaires 2009-2010 et 2014-2015. De plus, le campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke, qui en est à sa deuxième année dans son nouvel édifice, est vraisemblablement encore en expansion.

Les écoles primaires et secondaires, qui font face à une baisse de leur clientèle, réduisent leurs effectifs.

Dans la santé et l'assistance sociale, l'embauche se concentre dans les établissements de soins infirmiers et les services sociaux (garderies et services aux personnes âgées). Les hôpitaux et les soins ambulatoires, comme les cabinets de médecins et de dentistes, qui étaient en expansion en 2010, maintiennent leurs effectifs presque inchangés en 2011.

PAUSE DES SERVICES PRIVÉS

Les services privés, qui avaient propulsé l'économie métropolitaine l'année précédente, font du surplace en 2011. L'emploi augmente de 1 % dans les services à la consommation et diminue de 1 % dans les services à la production.

LES TURBULENCES DU COMMERCE DE DÉTAIL

Le commerce de détail, qui compte pour plus de 40 % de l'emploi des services à la consommation, est freiné par la baisse des dépenses des consommateurs. L'emploi, qui sautait de 9 % en 2010, progresse de moins de 1 % en 2011. En fait, il a augmenté par à-coups, changeant de sens tous les six mois depuis le début de 2010.

La reprise modérée du tourisme stimule les hôtels et les restaurants, qui accroissent leur personnel pour une deuxième année de suite.

L'emploi dans le secteur dit des « autres services » demeure constant en 2011, après un recul de 7 % l'année précédente. Parmi ces services, ceux de réparation et d'entretien, qui avaient subi en 2010 la réduction de près de la moitié du réseau de concessionnaires de General Motors, récupèrent une part des emplois perdus en 2011. Cependant, les services de soins personnels perdent des effectifs.

L'information et les loisirs réduisent leurs effectifs de 2 % en 2011. Les services d'information sont en contraction pour une deuxième année de suite. Les médias sont en restructuration sous la pression de la concurrence d'Internet, que la récession a intensifiée. Dans les télécommunications, l'emploi est volatil, fluctuant selon l'intensité de la concurrence et l'entrée de nouveaux fournisseurs. Le créneau des jeux vidéo semble cependant en croissance selon la plupart des nouvelles émises, mais il n'y a pas de statistiques officielles pour le confirmer. Les arts et loisirs, par contre, continuent de croître.

SERVICES À LA PRODUCTION EN SURPLACE

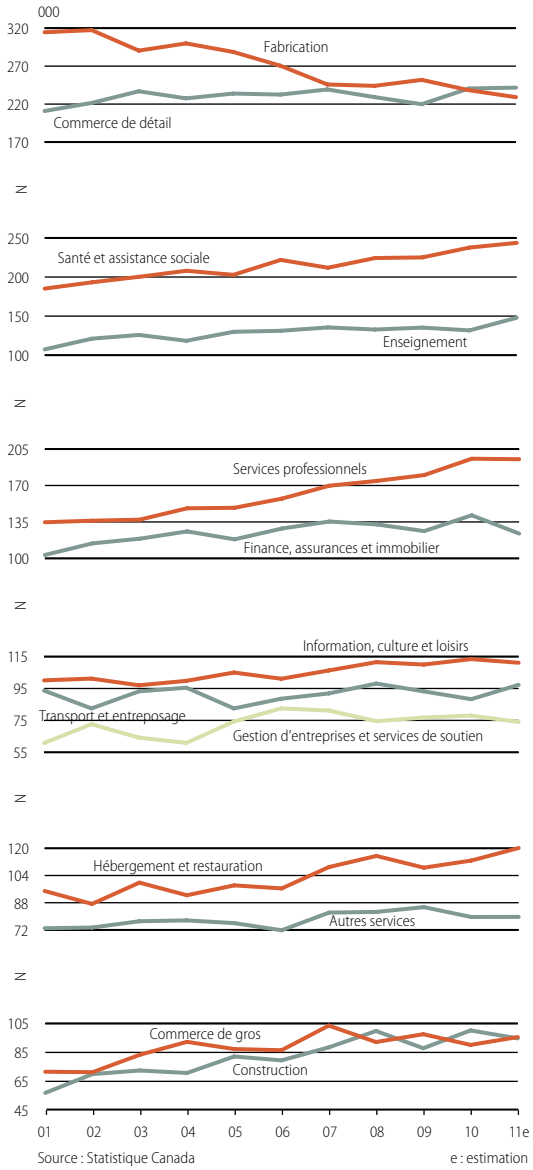
Les services à la production font leur première pause depuis le début de la reprise. L'emploi diminue de 1 % en 2011. Ce léger déclin provient surtout du retranchement des services financiers (- 12 %), qui a suivi un saut aussi abrupt en 2010 (+ 12 %), parallèlement aux mouvements du commerce de détail. La hausse des prêts à la consommation et des hypothèques avait nourri les banques. Cependant, les institutions financières ont anticipé une baisse de la demande de prêts, alors que le marché du logement ralentit et que les consommateurs commencent à rembourser leurs dettes.

Le soutien à la gestion perd également 5 % de ses effectifs. Les difficultés des sociétés pharmaceutiques freinent les sièges sociaux. L'emploi diminue au sein des services de sécurité. Cependant, les services à la propriété (conciergerie et aménagement paysager) sont en expansion.

Les services professionnels, qui bénéficiaient d'une croissance presque ininterrompue depuis la fin de 2005, ont chuté au début de 2011. Pour l'ensemble de l'année, l'emploi change à peine. Le coût croissant pour développer un nouveau médicament incite les producteurs pharmaceutiques à rationaliser leurs travaux en R-D et à réduire les contrats donnés aux entreprises de recherche clinique. La société Merck a fermé à la fin de 2010 le centre de recherche situé à son siège social canadien, à Kirkland. Les cabinets d'ingénieurs et d'architectes, et les services informatiques, qui étaient en expansion les années passées, font une pause. Les cabinets d'avocats et de comptables demeurent en croissance.

Le transport et la distribution récupèrent les fortes pertes d'emplois encourues à la fin de 2009 et au début de 2010. L'emploi augmente dans tous les créneaux, sauf dans le transport aérien qui se remet encore des mises à pied de 2010 (ExelTech et Aveos). Le trafic aérien a, cependant, repris son envol depuis le deuxième trimestre de 2009.

Emploi, grands secteurs, RMR de Montréal



Source : Statistique Canada

e : estimation

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

RECUL MANUFACTURIER

Après une baisse marquée à la fin de 2010, la fabrication continue à perdre des effectifs. L'emploi manufacturier diminue de 4 % en 2011.

BAISSE DES EXPORTATIONS

Le commerce extérieur s'est fortement détérioré. Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de statistiques métropolitaines d'exportation qui soient fiables. Cependant, si on enlève des exportations provinciales celles qui sont la spécialité des régions[2], on obtient une bonne approximation des tendances métropolitaines.

Les exportations québécoises de type métropolitain ont diminué de 10 % pendant les deux premiers trimestres de 2011. Le dollar canadien s'est fortement apprécié depuis l'été 2010, passant de 0,96 $ US en août 2010 à 1,05 $ US en juillet pour retomber à 1,00 $ US en septembre. De plus, l'économie américaine a recommencé à ralentir. Également, les problèmes d'approvisionnement causés par le tremblement de terre et le tsunami au Japon ont ralenti plusieurs fabricants.

2. Biens du secteur primaire, aluminium et métaux précieux, bois et papier, électricité et bateaux (classes 10000-40390, 41510, 41610, 41810 et 51210 du Sommaire des groupes à l'exportation).

MARCHÉ AÉRONAUTIQUE INCERTAIN

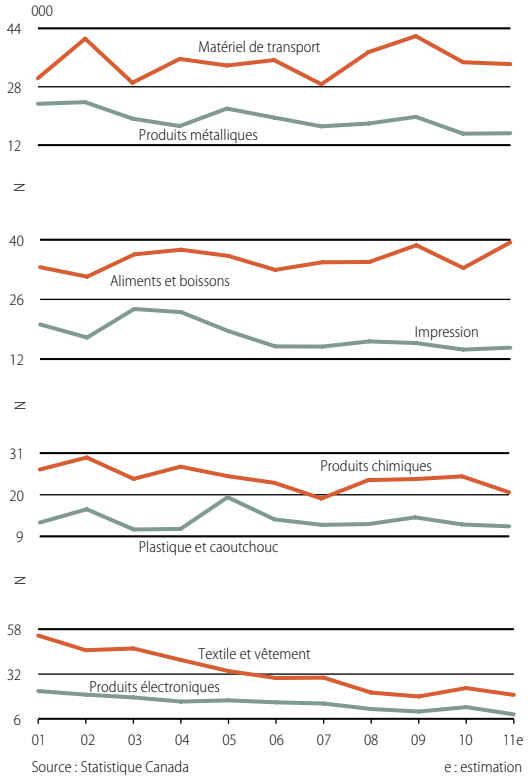
En particulier, les exportations d'avions ont chuté de 48 % pendant les deux premiers trimestres de l'année. La demande pour les avions régionaux fait du surplace, car la hausse du prix du pétrole les rend plus dispendieux à exploiter par passager que les avions de grande taille. De plus, la concurrence internationale freine les ventes d'avions d'affaires.

Cela dit, le carnet de commandes de Bombardier a augmenté de 20 % du 31 janvier 2011 au 31 juillet 2011 à la suite de commandes pour de grands avions d'affaires et des avions de la CSeries, dont le programme en est à la phase de la conception détaillée.

Les autres segments de l'aéronautique — moteurs, hélicoptères, simulateurs de vols et pièces — maintiennent inchangées leurs ventes à l'étranger.

Les produits électroniques et le vêtement recommencent à se contracter. Les industries des produits métalliques et du plastique et caoutchouc, qui avaient bénéficié de la relance de l'industrie automobile au début de l'année, sont de nouveau en contraction. L'industrie des produits chimiques, qui avait fait des mises à pied significatives au cours de 2010, se maintient en 2011. En moyenne annuelle, cependant, l'emploi diminue de 16 % en 2011.

Emploi, industries principales, RMR de Montréal



Source : Statistique Canada

e : estimation

REPRISE DE L'EMPLOI EN ALIMENTATION ET BOISSONS

L'impression, l'alimentation et les boissons sont les seules industries majeures qui sont en croissance en 2011. L'impression augmente ses effectifs de 3 % en 2011. Après une année et demie de décroissance, l'industrie des aliments et boissons s'est remise à embaucher au début de 2011. Selon des estimations tirées du Registre des entreprises du Canada, l'expansion se fait dans les brasseries, les boulangeries, la confiserie, les aliments congelés et les aliments pour animaux. Par contre, les abattoirs et les usines de produits laitiers, de pâtes alimentaires et de grignotines réduisent leurs effectifs.

SECTEURS RÉGIONAUX

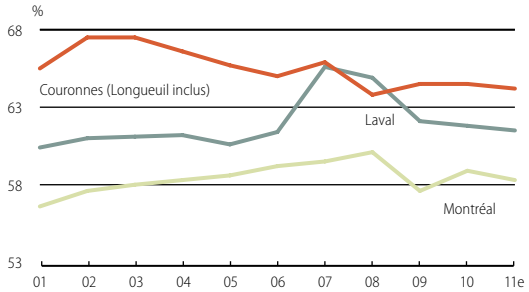
TOUTES LES RÉGIONS RALENTISSENT

Les ajustements qui frappent la métropole depuis la mi-2010 en ont touché toutes les régions. Le taux d'emploi diminue partout, un peu plus à Montréal (- 0,6 point de pourcentage, à 58,3 %), un peu moins à Laval (- 0,3 point de pourcentage, à 61,5 %) et dans les couronnes (- 0,3 point de pourcentage, à 64,2 %).

Partout, les travailleurs ont réagi aux mises à pied non en cherchant un emploi, mais en se retirant du marché du travail. Le taux d'activité chute de presque 1 point de pourcentage dans chacun des territoires. Par contre, le chômage continue à diminuer malgré tout. Le taux de chômage change à peine à Montréal (à 9,5 %), mais diminue de 0,5 point de pourcentage à Laval (à 7,5 %) et de 0,7 point dans les couronnes (à 6,8 %).

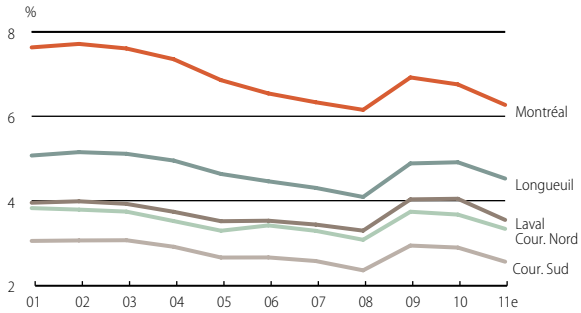
De manière paradoxale, la part des bénéficiaires d'assurance-chômage et d'aide sociale baisse davantage à Montréal et à Laval que dans le reste de la région métropolitaine. L'indicateur de dépendance sociale[3] diminue de 0,49 et 0,5 point de pourcentage à Montréal et à Laval, mais décline de seulement 0,39, 0,34 et 0,33 point respectivement à Longueuil et dans les couronnes Nord et Sud.

Taux d'emploi



Source : Statistique Canada e : estimation

Indicateur de dépendance sociale



Sources : Statistique Canada, Emploi et Solidarité sociale-Québec e : estimation

FAIBLESSE DES SERVICES PRIVÉS SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL

L'île de Montréal subit des pertes d'emplois dans les services privés. L'emploi diminue de 2,3 % dans les services à la production et de 0,7 % dans les services à la consommation. Parmi les services à la production, les pertes se concentrent dans les services financiers, mais le soutien à la gestion est en expansion. Cette faiblesse est en partie compensée par la force de l'éducation et de la construction.

FORCE DES SERVICES À LA CONSOMMATION ET DE LA FABRICATION À LAVAL

La remontée de Laval provient des services à la consommation et de la fabrication. La fabrication augmente ses effectifs de 11 % en 2011. Les services à la consommation récupèrent leurs pertes de la seconde moitié de 2010. Parmi eux, le commerce est en forte expansion. Les statistiques disponibles ne séparent pas le commerce de détail du commerce de gros, qui est une des spécialisations les plus importantes de Laval. Il est probable qu'une part élevée de la croissance du commerce provient du commerce de gros.

Cependant, les services à la production, qui ont chuté au troisième trimestre de 2010, demeurent inchangés depuis. Les services d'études cliniques, domaine dans lequel se spécialise Laval, souffrent de la baisse de la R-D pharmaceutique.

POUSSÉE DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ DANS LES COURONNES

La faiblesse récente des couronnes provient du revers du manufacturier. Après une chute à la fin de 2010, il décline lentement au cours de cette année. Les couronnes bénéficient d'une poussée de l'emploi en éducation et en santé. Les services privés font du surplace comme à Montréal. Enfin, la construction continue à embaucher.

3. Indicateur de dépendance sociale = 100 × (bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains + bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi) ÷ population de 15-64 ans.

INVESTISSEMENT

POUSSÉE DE L'INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissements indiquent une forte accélération des immobilisations dans la région métropolitaine de Montréal en 2011. Après avoir augmenté de 4 % en dollars constants en 2010, les immobilisations privées et publiques devraient faire un saut de 10 % en 2011.

MÉGAHÔPITAUX ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

Le secteur public fournit le gros de la croissance pour une cinquième année consécutive. Le principal soutien est le programme d'infrastructures lancé par le gouvernement provincial à la fin de 2007. Les immobilisations publiques s'accélèrent alors que s'amorcent les chantiers de deux mégahôpitaux, le CHUM et le CUSM, et que la réfection des infrastructures s'élargit. Les immobilisations publiques grimpent de 18 % en 2011 comparativement à 7 % en 2010.

LE SECTEUR PRIVÉ ENCLENCHE

Les entreprises privées accélèrent leurs investissements pour la première fois depuis la dernière récession. Les immobilisations privées progressent de 10 % en 2011. Également pour la première fois depuis la récession, les dépenses liées à la machinerie et à l'équipement cessent de reculer, augmentant au contraire de 13 %.

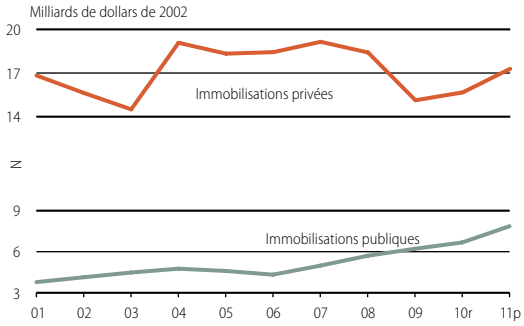
POUSSÉE DES IMMOBILISATIONS MANUFACTURIÈRES

Les immobilisations manufacturières reprennent, en particulier dans la première transformation des métaux, les produits métalliques, les aliments et boissons, le papier, les plastiques et le meuble. Dans les services, le gros de la croissance provient des chantiers publics : en enseignement, en santé, en transport et en administration publique. Les services privés augmentent aussi leurs immobilisations, notamment dans le soutien à la gestion, le commerce, l'hébergement, l'information et la culture.

HAUSSE DES INVESTISSEMENTS À TRAVERS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

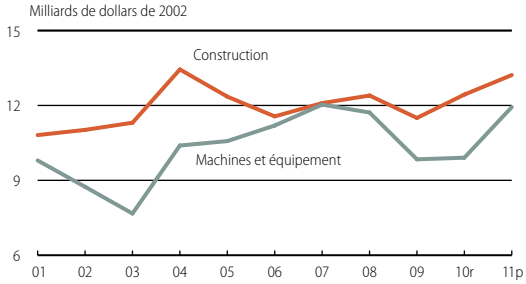
Les immobilisations progressent dans toutes les régions de la métropole. À Laval, la poussée des investissements privés fait grimper les immobilisations de 20 % en 2011. Le démarrage de mégaprojets hospitaliers et universitaires et la construction persistante de condos devraient continuer à stimuler l'investissement dans l'île de Montréal. Dans le reste de la région métropolitaine, le secteur public est le principal aiguillon de la croissance des immobilisations.

Immobilisations, RMR de Montréal



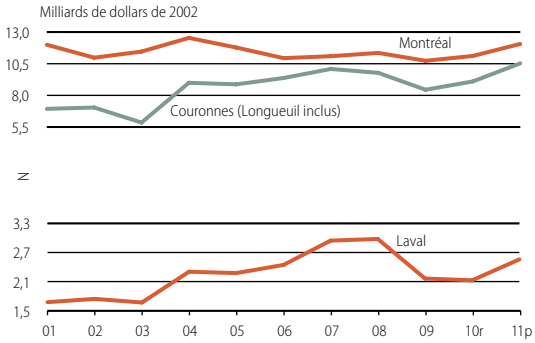
r : dépenses réelles provisoires; p : perspectives
Source : Institut de la statistique du Québec

Immobilisations, RMR de Montréal



r : dépenses réelles provisoires; p : perspectives
Source : Institut de la statistique du Québec

Immobilisations



r : dépenses réelles provisoires; p : perspectives
Source : Institut de la statistique du Québec

IMMOBILISATIONS PAR RÉGION ET PAR SECTEUR

Région et secteur écon.	2007	2008	2009	2010	2011p
Millions $					
RMR de Montréal	**25 696**	**26 848**	**24 755**	**26 128**	**28 790**
Secteur primaire	187	189	150	138	165
Services publics	527	775	796	940	1 085
Fabrication et construction	2 175	2 365	2 005	1 741	2 127
Aliments et boissons	210e	251e	290e	245e	326e
Textile et vêtement	34	38	40	37	38
Bois	48	22	24	19	27
Papier	53	46	47	50	70
Imprimerie	70	117	107	38	29
Industrie chimique	211	156e	209	183	187
Caoutchouc et plastique	103	88	51	65	84
Métaux (première transf.)	72	105	76	93	211
Produits métalliques	78	68	69	39	74
Machines	60	80	74	65	85
Produits électroniques	142	129	97	100	107
Matériel de transport	223	187	114	133	142
Meubles	39	33	11	13	17
Autres ind. et construction	833e	1 045e	794e	661e	732e
Services	13 554	14 008	13 579	12 994	14 869
Commerce	1 555	1 764	1 307	1 180	1 373
Transport	1 471	1 537	1 819	2 039	2 351
Information et culture	865	960	998	791	867
Finances, ass. et immob.	3 494	2 714	1 993	1 822	1 902
Serv. professionnels et gestion	493	592	471	527	560
Serv. administratifs et soutien	227	252	241	184	246
Enseignement	897	922	966	1 069	1 337
Santé et services sociaux	767	845	990	1 107	1 302
Hébergement et restauration	263	303	338	212	236
Loisirs et autres services	343	287	358	456	451
Administration publique	3 179	3 831	4 100	3 606	4 245
Habitation	9 254	9 512	8 225	10 314	10 543
Régions administratives					
Montréal	11 228	11 897	11 812	11 974	12 691
Laval	3 185	3 465	2 653	2 719	3 171
Laurentides et Lanaudière	7 248	7 590	6 871	7 415	7 836
Montérégie	10 709	10 788	10 520	11 410	12 531

e : estimation; r : dépenses réelles provisoires; p : perspectives.
Source : Institut de la statistique du Québec

IMMOBILIER ET CONSTRUCTION

RECUL DU MARCHÉ DU LOGEMENT

Le nombre de logements vendus et mis en chantier est en recul. En 2011, les ventes sur le réseau SIA/MLS diminuent de 7 %, et les mises en chantier de 8 %, s'établissant à 28 800. Le segment de la propriété absolue décélère depuis le printemps 2010 : la baisse des mises en chantier atteint 16 % en 2011. Le segment locatif est déprimé par la surconstruction de logements pour personnes âgées au cours de la dernière décennie ; les mises en chantier ne représentent plus que 58 % du sommet de 2005. Cependant, les prix résidentiels continuent de croître : la hausse de la valeur moyenne des logements vendus passe de 8 % en 2010 à 6 % en 2011.

Le marché des logements locatifs demeure proche de l'équilibre. La forte immigration continue de stimuler la demande locative. L'accès à la propriété, qui la réduit, est en train de ralentir. Ces deux facteurs devraient resserrer un peu le marché. Le taux d'inoccupation des logements locatifs change peu depuis 2006. Il devrait diminuer légèrement, de 2,7 % en 2010 à 2,5 % en 2011.

BOOM DU CONDO ET DU BUREAU

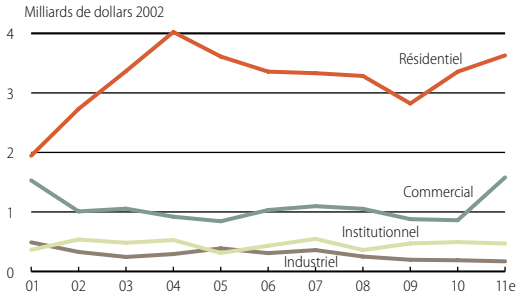
Le créneau des condos est en plein boom. Après une poussée de 37 % en 2010, les mises en chantier de condos grimpent de 4 % en 2011. Elles devraient se hisser à un sommet de 10 900, dépassant les 10 053 atteints en 2004. Même ce chiffre sous-estime la force de la construction de condos, car la croissance provient également de la rénovation. Aussi, la valeur des permis de construction résidentielle monte de 8 % en dollars constants en 2011.

MARCHÉ DES BUREAUX SERRÉ

Le marché des bureaux est serré, surtout au centre-ville, où le taux d'inoccupation n'atteint plus que 6,8 % au troisième trimestre de 2011. On considère habituellement que le marché est en équilibre à 8 %. La croissance des services aux entreprises et les investissements des banques dans le quartier des affaires et dans leur réseau de succursales stimulent la demande de locaux. Plusieurs locataires du centre-ville, attirés par les loyers plus faibles et l'accès au métro, ont déménagé dans la couronne centrale (centre de l'île de Montréal hors du centre-ville).

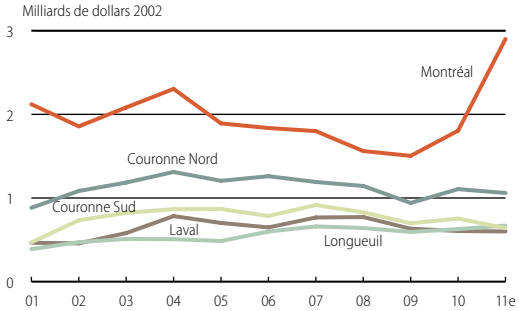
La force du condo a contribué à faire décoller la construction de bureaux. La valeur des permis de construction commerciale bondit de près de 90 % en 2011. Des complexes mixtes, où le bureau occupe une place significative, ont été lancés. Ils comprennent la première phase du complexe du Griffintown (475 M$) et l'Altoria (80 M$) au square Victoria, première tour de bureaux financée par des fonds privés à surgir au centre-ville depuis la fin des années 1990. Sur 35 étages, la tour en compte 25 de condos. Par ailleurs,

Permis de construction par type, RMR de Montréal



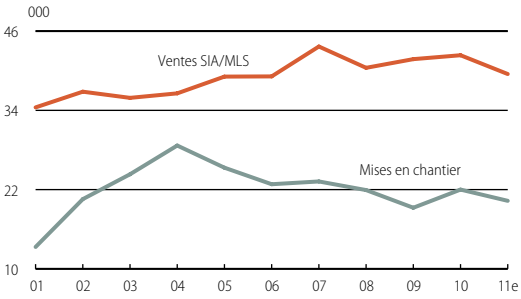
Source : Statistique Canada — e : estimation

Permis de construction par secteur géographique



Source : Statistique Canada — e : estimation

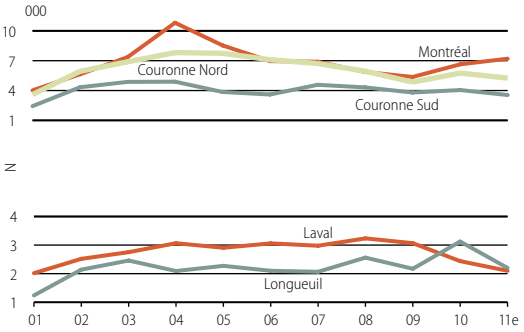
Logement, RMR de Montréal



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement — e : estimation

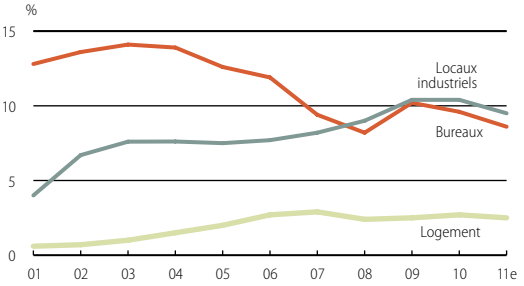
quelques projets de rénovation d'immeubles de bureaux existants vont de l'avant, comme ceux des édifices Medical Arts (125 M$) et Wilder (60 M$). Plusieurs projets de construction d'immeubles de bureaux dans le quartier des affaires existent sur les planches à dessin. Certains d'entre eux pourraient être lancés, car le marché est serré.

Logements mis en chantier



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement e : estimation

Taux d'inoccupation, RMR de Montréal



Sources : CBRE et Société canadienne d'hypothèques et de logement e : estimation

REPRISE DE LA DEMANDE INDUSTRIELLE

Après avoir chuté au début de l'année, la demande d'espace industriel a recommencé à croître au deuxième trimestre. L'absorption, initialement négative à - 2,2 millions de pieds carrés au premier trimestre, selon la société de courtage immobilier CBRE, est devenue positive au trimestre suivant à + 3,7 millions de pieds carrés. L'appréciation du dollar force l'industrie à s'ajuster, ce qui devrait modérer la demande au cours des prochains trimestres.

Le taux d'inoccupation industrielle a fait un saut au début de l'année, de 10,4 % à 11,2 %, puis est retombé à 9,7 % au troisième trimestre. Il devrait continuer à décliner progressivement. Le marché est considéré comme étant en équilibre à un taux de 6 %. Le surplus de locaux sera difficile à écouler, car la majorité de ceux-ci se trouvent dans des immeubles anciens qui ne répondent plus aux besoins actuels du marché. Selon CBRE, les trois quarts des locaux inoccupés ont une hauteur libre inférieure à 26 pieds. Ces locaux se situent souvent dans des quartiers centraux. Leurs propriétaires font face au dilemme de les rénover ou de les transformer pour les destiner à d'autres usages.

La construction industrielle demeure faible. La valeur des permis de construction industrielle diminue de manière continue depuis 2007. La baisse devrait atteindre 10 % en 2011. Cela dit, la construction spéculative fait un retour en 2011.

CHANTIERS DES DEUX MÉGAHÔPITAUX LANCÉS

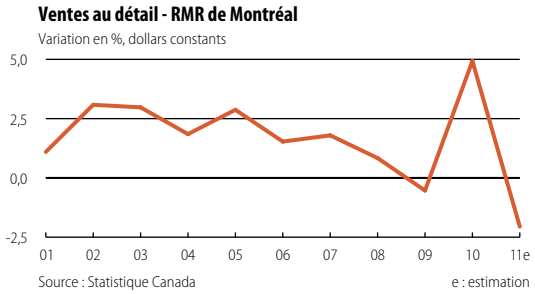
La construction institutionnelle n'a pas encore pris son envol. La valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale demeure au niveau de l'an dernier. Cependant, les chantiers des deux mégahôpitaux ont été lancés : celui du CUSM au printemps 2010 (1,34 G$, fin prévue en 2014) et celui du CHUM à l'hiver 2011 (1,97 G$, fin prévue en 2019). Ils s'ajoutent à trois grands chantiers : le campus Outremont de l'Université de Montréal (1,6 G$, 2009-2025), le CHU Sainte-Justine (1,0 G$, 2009-2025) et le Centre de recherche du CHUM (470 M$, 2009-2025).

Les travaux de génie — Train de l'Est (435 M$), autoroutes 25 (400 M$) et 30 (1,5 G$), réfection d'échangeurs (Dorval, 224 M$, Turcot,1,5 G$, et Décarie, 120 M$) et de ponts (Champlain, 370 M$, et Honoré-Mercier, 138 M$), réfection d'infrastructures municipales —, qui n'apparaissent pas dans les permis de construction, se poursuivent, mais leur intensité pourrait diminuer alors que le Plan québécois des infrastructures approche de son échéance.

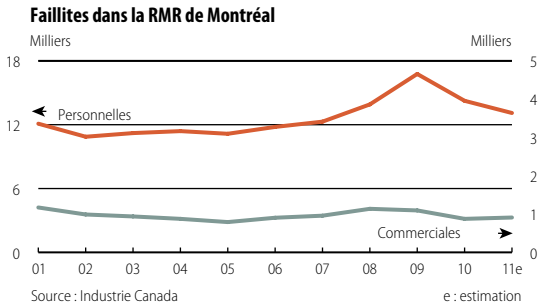
CONSOMMATION ET TOURISME

DES CONSOMMATEURS FRUGAUX

Après un recul en début d'année, les consommateurs stabilisent leurs achats. Les ventes au détail diminuent de 2,1 % dans la région métropolitaine en 2011. Des hausses de taxes et de prix réduisent le pouvoir d'achat des consommateurs. La hausse de la taxe de vente du Québec en janvier, de 1 point de pourcentage, a déprimé les dépenses. De plus, la hausse du prix de l'essence et des aliments gonfle les dépenses pour le transport et l'épicerie, réduisant les ressources disponibles pour les autres postes de dépenses.

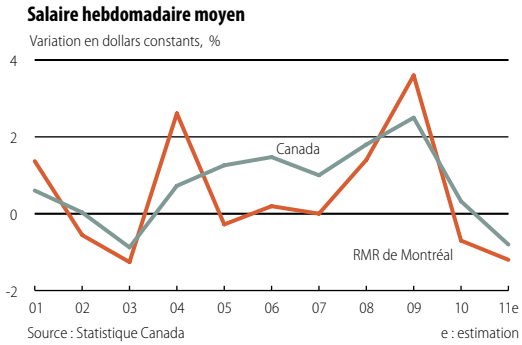


Les conditions économiques demeurent favorables pour les consommateurs : taux d'intérêt faibles, création d'emplois qui se maintient. Les faillites personnelles diminuent depuis la fin de la récession. En 2011, elles reculent de 8 %.



Cependant, l'endettement des ménages et la faiblesse des salaires incitent les ménages à la prudence. Le salaire hebdomadaire moyen diminue pour une deuxième année de suite : la baisse atteint 0,9 % en dollars constants en 2011. Les enquêtes sur la confiance des consommateurs indiquent une préoccupation croissante par rapport à leur endettement et au climat économique global.

L'inflation s'est légèrement accélérée. L'indice des prix à la consommation à Montréal, qui augmentait de 0,6 % sur un an au troisième trimestre 2010, grimpe de 3,2 % au troisième trimestre 2011.

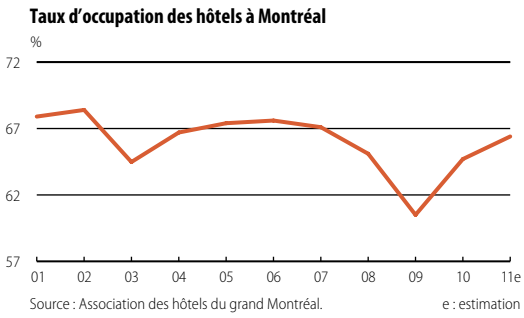


Le nombre de faillites commerciales est faible. À la fin de 2009, il est revenu à son niveau d'avant la récession et a peu changé depuis.

TOURISME ÉTONNAMMENT FORT

Malgré un printemps pluvieux, un dollar fort et des travaux routiers omniprésents, le tourisme a été fort. Le nombre de touristes entrés au Québec a augmenté de 4 % en 2011. Même les touristes américains reviennent (+ 3 %). La relance du Grand Prix de Formule 1 en 2010 pourrait avoir encouragé le retour des Américains, notamment les touristes aisés qui se déplacent en avion.

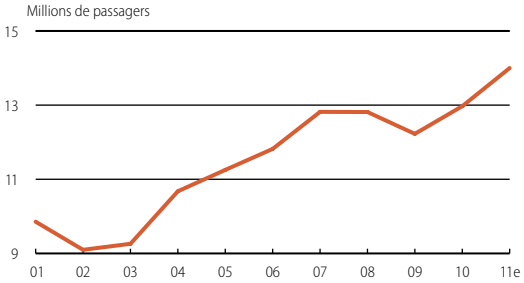
Le taux d'occupation des hôtels montréalais progresse de 1,7 point de pourcentage en 2011, atteignant 66,4 %. Le tarif des chambres d'hôtel dépasse son niveau de l'an dernier de 1,1 %. Le trafic à l'aéroport Trudeau augmente de manière continue depuis la fin de la dernière récession. Le nombre de passagers embarqués et débarqués à l'aéroport grimpe de 8 % en 2011.



La plupart des marchés touristiques du centre et de l'est du Canada bénéficient d'une croissance similaire. Seules Vancouver et les autres villes

de la Colombie-Britannique vivent un ressac post-olympique. Vraisemblablement, après les Jeux olympiques, les touristes canadiens recommencent à choisir d'autres destinations du pays.

Trafic dans les aéroports de Montréal



Source : Aéroports de Montréal

e : estimation

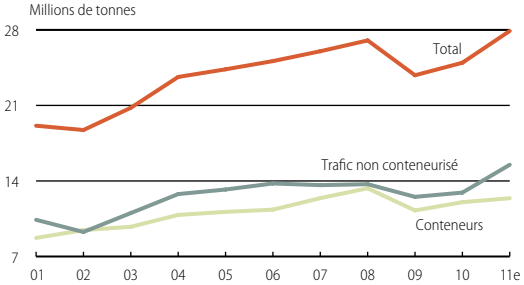
LE PORT : HAUSSE DU TRAFIC DES MARCHANDISES EN VRAC

L'accroissement du trafic dans le port de Montréal se poursuit, bondissant de 12 % en 2011 grâce à l'augmentation du vrac (+ 20 %). Une excellente récolte de blé aux États-Unis à l'automne 2010, conjuguée à l'arrêt des exportations russes, a stimulé les exportations américaines à la fin de 2010 et au début de 2011. L'entretien du réseau du Mississippi a freiné le trafic et l'a réorienté vers la voie maritime du Saint-Laurent. La hausse du trafic de blé américain excède la baisse du blé canadien, causée par un printemps trop pluvieux dans les Prairies. De plus, en 2011, le vrac liquide, principalement des produits pétroliers, a été davantage manutentionné.

Quant au trafic de conteneurs, il augmente de 3 % en 2011. Au début de l'année, le trafic de conteneurs avec la Méditerranée, en particulier, a augmenté significativement. Cette croissance provient en fait de la hausse du commerce avec l'Asie du Sud-Est qui se fait par le canal de Suez vers les ports de la Méditerranée et qui est transbordé vers Montréal.

Cependant, l'austérité en Europe a commencé à réduire le trafic de conteneurs au printemps. Celui-ci évolue au rythme du commerce entre l'Europe et les États-Unis. Les exportations européennes vers les États-Unis ont continué de croître à un rythme accéléré (+ 16 % du dernier trimestre 2010 au deuxième trimestre 2011), mais celles des États-Unis vers l'Europe ont ralenti avec le début de mesures d'austérité en Europe (+ 3 %).

Trafic dans le port de Montréal



Source : Port de Montréal

e : estimation

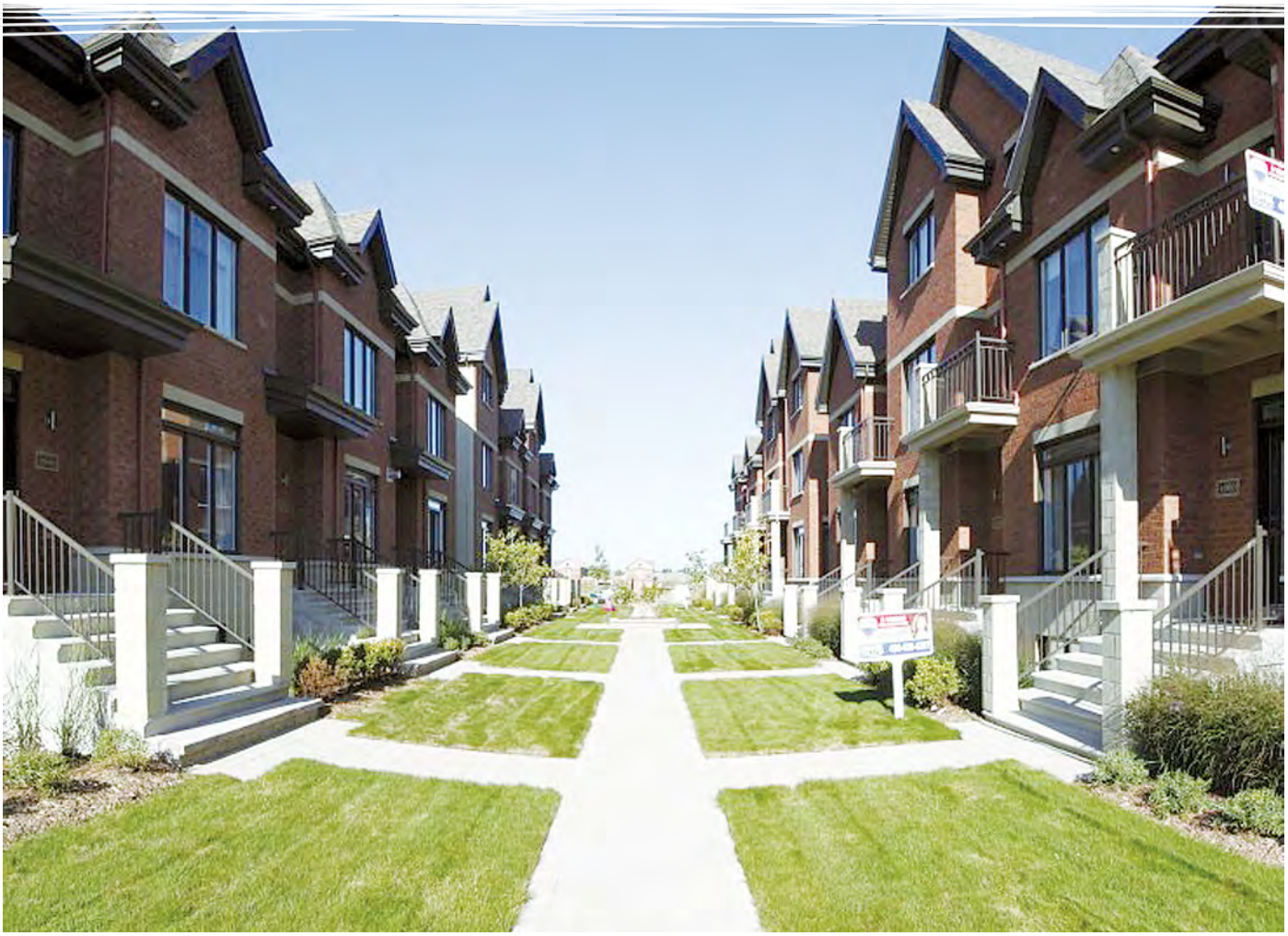
PERSPECTIVES

LA CROISSANCE DEMEURERA MODÉRÉE

L'économie métropolitaine ralentira à l'instar de l'économie nord-américaine. Les exportateurs feront face à une baisse de la demande pour leurs produits et devront poursuivre leur ajustement au dollar fort. Les consommateurs s'efforceront de réduire leur endettement, ce qui freinera la consommation, en particulier en ce qui a trait aux dépenses liées au logement. L'investissement deviendra le principal soutien de l'économie. La construction institutionnelle et commerciale prendra le relai du résidentiel.

Il y a toujours le risque que les États-Unis retombent en récession et que le gouvernement ne puisse plus apporter de soutien à la croissance.

Le contexte, bien que morose, devrait être favorable pour des secteurs clés de l'économie métropolitaine : l'industrie aéronautique et les services aux entreprises. La croissance du trafic aérien devrait susciter l'expansion de l'industrie aéronautique. L'investissement devrait stimuler la demande de services professionnels.



Communauté métropolitaine
de Montréal

1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400
Montréal (Québec) H3A 3L6
T 514 350-2550 F 514 350-2599

www.cmm.qc.ca | info@cmm.qc.ca